



OBSERVATOIRE DES DYNAMIQUES SOCIALES EN COURS
DANS LE BASSIN MINIER NORD – PAS-DE-CALAIS

Les situations de pauvreté parmi les retraités du régime général :
Analyse des données de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie Nord – Picardie

Juin 2010

Sommaire

Sommaire	3
Préambule	5
Introduction	9
I - La couverture sociale en France	13
1. Le système français de sécurité sociale : historique et organisation actuelle	13
2. La Branche « Vieillesse »	15
3. La CRAM Nord - Picardie	17
II - Les retraités du régime général de la CRAM Nord - Picardie	19
1. La répartition des retraités du régime général	19
2. Le poids des retraités du régime général à l'échelle communale.....	23
3. L'âge des retraités du régime général	27
III - Les allocataires du « minimum vieillesse » du régime général	39
1. Le « minimum vieillesse »	39
2. La répartition des allocataires du « minimum vieillesse »	43
3. L'âge des allocataires du « minimum vieillesse ».....	49
Conclusion et perspectives.....	55
Annexes.....	61

Préambule

Dans le cadre de son chantier « Observation – Prospective », la Mission Bassin Minier s'est intéressée, dans un premier temps, à l'évolution sociale du parc minier de Maisons & Cités Soginorpa en cherchant à caractériser les mécanismes de renouvellement de la population (disparition progressive des ayants droit et remplacement par des locataires « classiques ») et les risques éventuellement liés à ces processus, notamment du point de vue de la paupérisation et du vieillissement de la population. Pour ce faire, des outils d'observation spécifiques ont été constitués en partenariat avec les principaux acteurs du territoire dans ce domaine ; le groupe Maisons & Cités et l'Association Régionale pour l'Habitat Nord – Pas-de-Calais¹.

Les premières analyses, menées à partir des données issues des observatoires du logement 2006 et 2007 de ces organismes, faisaient apparaître un processus général de paupérisation des cités minières². Ce constat a amené la Mission Bassin Minier à s'interroger sur l'évolution du patrimoine minier dans les dix prochaines années ; période durant

laquelle le poids des ayants droit se réduira considérablement dans les cités minières. La poursuite de la tendance actuelle pourrait amener un développement important des lieux de relégation sociale dans le parc minier de Maisons & Cités Soginorpa, voire entraîner ce parc vers une « spécialisation » dans l'accueil de populations en difficulté sur certains territoires.

La Mission Bassin Minier a souhaité, dans un deuxième temps, élargir son champ d'investigation à l'ensemble des dynamiques sociales en cours dans le bassin minier afin d'avoir une vision globale de l'évolution de ce territoire à l'histoire industrielle et sociale particulière au sein de la région Nord – Pas-de-Calais et, plus largement, en France. De nouveaux partenariats ont ainsi été bâtis dans un souci de constitution de réseaux d'échanges d'information et de création d'outils de connaissance et d'aide à la décision pour les élus et techniciens des territoires.

¹ La démarche d'observation des dynamiques de peuplement dans le patrimoine minier sera élargie au parc minier de la SIA en 2010.

² Mission Bassin Minier, Juin 2008, *Observatoire de la sensibilité aux risques de décrochage social et urbain dans les cités minières – volume 1 : Analyse des données de la Soginorpa à l'échelle des EPCI du bassin minier* & Mission Bassin Minier, Juin 2009, *Observatoire de la sensibilité aux risques de décrochage social et urbain dans les cités minières – volume 2 : Analyse des données de l'Association Régionale pour l'Habitat Nord – Pas-de-Calais à l'échelle des EPCI du bassin minier*.

Plusieurs démarches en cours s'inscrivent dans cette logique :

- une analyse territorialisée des données sociales qu'administrent les CAF d'Arras, de Douai et de Valenciennes pour le bassin minier ainsi que les CAF de Lille, Roubaix-Tourcoing et d'Armentières pour l'arrondissement de Lille, et en particulier les minima sociaux (Revenu Minimum d'Insertion – Allocation Adulte Handicapé – Allocation Parent Isolé) avant l'entrée en vigueur en 2009 du Revenu de Solidarité Active (RSA). Cette démarche, en cours de finalisation, s'inspire des travaux menés sur la Communauté d'Agglomération Valenciennes Métropole qui ont permis de caractériser la situation des communes minières du territoire par comparaison avec d'autres échelles d'analyse (la CAVM dans son ensemble, le département, la région et la France métropolitaine),
- une analyse de l'impact économique de la présence des ayants droit sur le territoire du bassin minier menée en partenariat avec l'Agence Nationale pour la Garantie des Droits des Mineurs (ANGDM). Cette étude, dont la diffusion est prévue en 2010, confirme le rôle majeur des ayants droit des mines dans l'économie de ce territoire ;
- une analyse également territorialisée des données de la CRAM Nord – Picardie, objet de ce rapport, portant plus spécifiquement sur les situations de pauvreté observées parmi les retraités allocataires du régime général. Cette démarche s'inscrit dans la continuité des travaux menés en 2005/2006, sous la direction de l'INSEE Nord – Pas-de-Calais, avec le Conseil Régional Nord – Pas-de-Calais, les Conseils Généraux du Nord et du Pas-de-Calais et la Mission Bassin Minier, et rapportant les situations de pauvreté à l'échelle des différents territoires de la région³.

³ INSEE Nord – Pas-de-Calais, Conseil Régional Nord – Pas-de-Calais, Conseil Général du Nord, Conseil Général du Pas-de-Calais, Mission Bassin Minier, Juin 2006, *Les Dossiers de Profils n°82 : Pauvretés et Territoires en Nord – Pas-de-Calais*.

Introduction

De prime abord, le fait pour la Mission Bassin Minier de s'intéresser aux retraités du régime général de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie Nord – Picardie, et en particulier aux situations de pauvreté au sein de cette population, peut paraître surprenant. D'autant que les sujets d'étude à dimension sociale ne manquent pas dans le bassin minier et que certains d'entre eux sont d'une actualité pressante ; l'augmentation du chômage, les difficultés pour les jeunes d'accéder à un premier emploi, la baisse de l'emploi intérimaire...

Alors pourquoi s'intéresser aux personnes à la retraite qui, selon les médias, constituent actuellement une classe d'âge « privilégiée » ?

Plusieurs raisons à cela :

- tout d'abord, un souci d'assurer une certaine continuité dans le travail d'observation de la Mission Bassin Minier. Rappelé dans le préambule de ce document, nous avons participé en 2005/2006 aux travaux d'analyse des phénomènes de pauvreté en région dirigés par l'INSEE Nord – Pas-de-Calais. Le champ de cette étude couvrait les populations en âge de travailler, allocataires des minima sociaux (RMI, API et AAH pour l'essentiel). Etaient donc exclues les personnes à la retraite. Nous souhaitons néanmoins poursuivre la réflexion dans cette direction, en étudiant notamment l'Allocation de Solidarité aux Personnes Agées (ASPA) ;
- par ailleurs, le renouvellement des classes d'âge à la retraite est un enjeu majeur pour l'avenir du bassin minier qui demeure encore aujourd'hui (fortement) marqué par son héritage minier. Une question résume à elle seule les interrogations de la Mission Bassin Minier sur ce sujet ; quelles seront les caractéristiques de la population des retraités du régime général qui succédera aux ayants droit des mines dans les dix prochaines années ? Le bassin minier se situe à une étape charnière de son histoire ; progressivement les ayants droit disparaissent, et le régime minier avec eux, pour laisser place aux retraités du régime général. Cette évolution en biseau se poursuivra encore sur plusieurs années, le régime général prenant inexorablement une place de plus en plus grande dans le bassin minier ;
- enfin, la population des retraités est loin d'être homogène. Elle est en effet confrontée à des inégalités économiques et sociales bien souvent établies au cours de la vie active des cotisants et qui se renforcent avec l'âge. Ces inégalités amènent une partie des retraités à faire face notamment à une insuffisance de ressources qui les place sous le seuil de pauvreté⁴, nécessitant le versement d'un complément de ressources sous la forme de l'ASPA.

⁴ Revenu défini selon les normes européennes à 60 % du revenu médian, soit pour l'année 2008 à 908 euros mensuels (source : Insee)

Or, cette frange de la population pourrait, selon les prospectivistes, fortement augmenter dans les prochaines années (cf. *le crépuscule des vieux aisés à l'horizon 2015*⁵). Le rapport 2009 de la Fondation Abbé Pierre sur l'état du mal logement en France⁶ nous a d'ailleurs confortés dans notre choix ; l'association caritative s'alarmant du retour de la précarité parmi les retraités.

La situation des personnes à la retraite pose donc question bien au-delà de la seule approche par le grand âge. Les retraités jouent un rôle important dans l'économie des territoires, comme a pu le mettre en exergue Laurent DAVEZIES⁷ dans différents travaux de recherche et études menés notamment dans la région Nord – Pas-de-Calais. Il nous semblait donc intéressant d'approfondir la connaissance de cette population en abordant les dynamiques en cours dans le bassin minier et en cherchant à caractériser la situation des allocataires du régime général.

Après un bref rappel portant sur l'organisation de la couverture sociale en France - branche « vieillesse – retraite » -, l'étude se déroulera en deux temps ; la première partie étant consacrée à une analyse de l'ensemble de la population allocataire de la CRAM Nord - Picardie, la seconde se concentrant sur les allocataires de l'ASPA.

Le lecteur constatera que le périmètre d'investigation de notre étude dépasse largement les limites du bassin minier pour s'intéresser aux territoires voisins, et en particulier à la métropole lilloise et à l'Arrageois. Ce choix est motivé par notre volonté de pouvoir comparer la situation du bassin minier aux secteurs limitrophes et par ce biais d'en identifier les spécificités. Par ailleurs, nous avons le souhait d'inscrire, autant que faire se peut, l'ensemble de nos travaux dans le cadre des réflexions menées à l'échelle de l'Aire Métropolitaine de Lille, même si nous ne couvrons pas l'intégralité du territoire de l'AML⁸.

Bien entendu, nous avons pleinement conscience des limites de cette étude qui a été menée à partir des (seules) données 2007⁹. La démarche d'observation engagée par la Mission Bassin Minier devra donc être poursuivie dans le temps. Néanmoins, cette première étude nous permet de dresser une photographie précise de la situation actuelle des retraités du régime général résidant dans le bassin minier.

Enfin, **nous tenons à remercier la Caisse Régionale d'Assurance Maladie Nord – Picardie d'avoir mis à disposition ses données et de nous avoir accompagnés dans leur compréhension et leur analyse.**

⁵ Louis CHAUVEL, sociologue, professeur à Science Po dans un entretien au journal Le Monde - 30 Novembre 2008

⁶ Fondation Abbé Pierre - « L'état du mal – logement en France – Rapport annuel 2009 » - Février 2009

⁷ Economiste et auteur du *Grand Tournant ; Nord-Pas-De Calais, 1975-2005*.

⁸ L'étude porte sur le versant français de l'Aire Métropolitaine de Lille sans intégrer la Communauté d'Agglomération Maubeuge Val de Sambre, ni la Communauté d'Agglomération de Cambrai.

⁹ La réforme du « minimum vieillesse », intervenue en 2007, rend difficile la comparaison avec les données antérieures à cette date.

I - La couverture sociale en France

Nous limiterons cette première partie à une présentation générale de l'histoire et de l'organisation actuelle de la couverture sociale en France, pour nous intéresser à la branche « vieillesse » du régime général qui gère les retraites et pensions, et plus globalement l'essentiel de la couverture sociale à destination des personnes de 65 ans et plus.

1. Le système français de sécurité sociale : historique et organisation actuelle

Prenant le relais des solidarités exercées au sein des corporations de l'Ancien Régime, un système d'assistance publique, embryon d'une future sécurité sociale, s'est progressivement mis en place au cours de la phase d'industrialisation du XIX^{ème} siècle. Ce système a permis la constitution de sociétés de secours mutuels au sein d'entreprises ou de branches d'activités, ainsi que d'un système d'aide sociale spécifique. Il fut ainsi reconnu par plusieurs textes de lois à la fin du XIX^{ème} siècle et au début du XX^{ème} siècle, et pose les principes fondateurs de deux composantes de la protection sociale d'aujourd'hui que sont les mutuelles et l'aide sociale.

Ce système n'a cependant profité qu'à une partie de la population et, dès le début du XX^{ème} siècle, un arsenal de mesures en faveur de l'assurance obligatoire de certains risques sociaux (accidents du travail, assurance vieillesse, maladie, maternité, invalidité, décès ...) sera légalement mis en place.

Pourtant, ce n'est que dans l'immédiat après-guerre que la sécurité sociale se généralise et que les risques couverts sont étendus à une majorité de la population. Le souhait exprimé à l'époque d'unité administrative dans le cadre d'un réseau coordonné de caisses n'a cependant pas été suivi d'effet et n'est d'ailleurs pas réalisé à ce jour. Plusieurs régimes, dits « spéciaux », perdurent encore aujourd'hui à côté du régime dit « général » qui couvre la grande majorité des salariés. L'intégration progressive de certains régimes « spéciaux » est néanmoins en cours depuis plusieurs années.

Le régime général de sécurité sociale a fait l'objet de nombreuses réorganisations, notamment dans son fonctionnement ou en matière de financement, afin de s'adapter aux grandes évolutions socio-économiques. Il est organisé depuis 1967 en trois branches et un organisme financier en charge des recouvrements. Ce dernier centralise les cotisations des salariés pour les répartir au sein des différentes branches correspondant chacune à un ensemble de risques contre lesquels elles « assurent » leurs bénéficiaires¹⁰.

¹⁰ La création d'une nouvelle branche « dépendance » est évoquée à l'heure actuelle. Elle permettrait notamment d'améliorer la formation du personnel à la prise en charge des populations vulnérables et dépendantes, notamment les personnes âgées souffrant de la maladie d'Alzheimer.

Tableau n°1 : l'organisation actuelle de la Sécurité Sociale

Le régime général de la sécurité sociale est organisé depuis 1967 en trois branches et un organisme financier en charge des recouvrements :

	Branche « Famille »	Branche « Vieillesse » ou « Retraite »	Branche « Maladie et Accidents du travail »	Organisme Financier
Echelon national	C.N.A.F.	C.N.A.V.	C.N.A.M.	A.C.O.S.S.
Echelon régional		C.R.A.V. d'Alsace- Moselle, C.R.A.M.	C.R.A.M.	
Echelon local	C.A.F.	C.G.S.S.	C.P.A.M., C.G.S.S.	U.R.S.S.A.F., C.G.S.S.

Source : www.cnav.fr

C.N.A.F. : Caisse Nationale d'Allocations Familiales

C.N.A.V. : Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse

C.N.A.M. : Caisse Nationale d'Assurance Maladie

A.C.O.S.S. : Agence Centrale des Organismes de Sécurité Sociale

U.R.S.S.A.F. : Union de Recouvrement des cotisations de Sécurité Sociale et d'Allocations Familiales

C.G.S.S. : Caisses Générales de Sécurité Sociale (pour les DOM-TOM sauf branche famille)

C.A.F. : Caisse d'Allocations Familiales

C.R.A.V. : Caisse Régionale d'Assurance Vieillesse

C.R.A.M. : Caisse Régionale d'Assurance Maladie

Ces branches, représentées aux niveaux national, régional et local, se répartissent de la manière suivante (cf. *tableau n°1 : l'organisation actuelle de la Sécurité Sociale, p.14*) :

- la branche « Maladie et Accidents du travail » (assurance maladie des salariés),
- la branche « Famille » (prestations familiales et RSA),
- la branche « Vieillesse » (assurance vieillesse, retraites).

Dans le cadre de cette étude, nous allons plus précisément nous intéresser à la branche « Vieillesse », ceci afin de pouvoir caractériser la situation des retraités du régime général.

2. La Branche « Vieillesse »

C'est au sein de la branche « Vieillesse » que sont gérés les retraites, l'assurance veuvage, et plus globalement l'essentiel de la couverture sociale à destination des personnes de 65 ans et plus.

En France, trois grandes catégories de régime de retraites existent :

- le régime des salariés du secteur privé, qui couvre plus de 70 % des actifs en 2006,
- les régimes spéciaux des salariés du secteur public (État, collectivités locales, entreprises publiques) qui représentent, en 2006, près de 20 % des actifs (cf. *annexe n°1 : la liste des régimes spéciaux, p.61*),

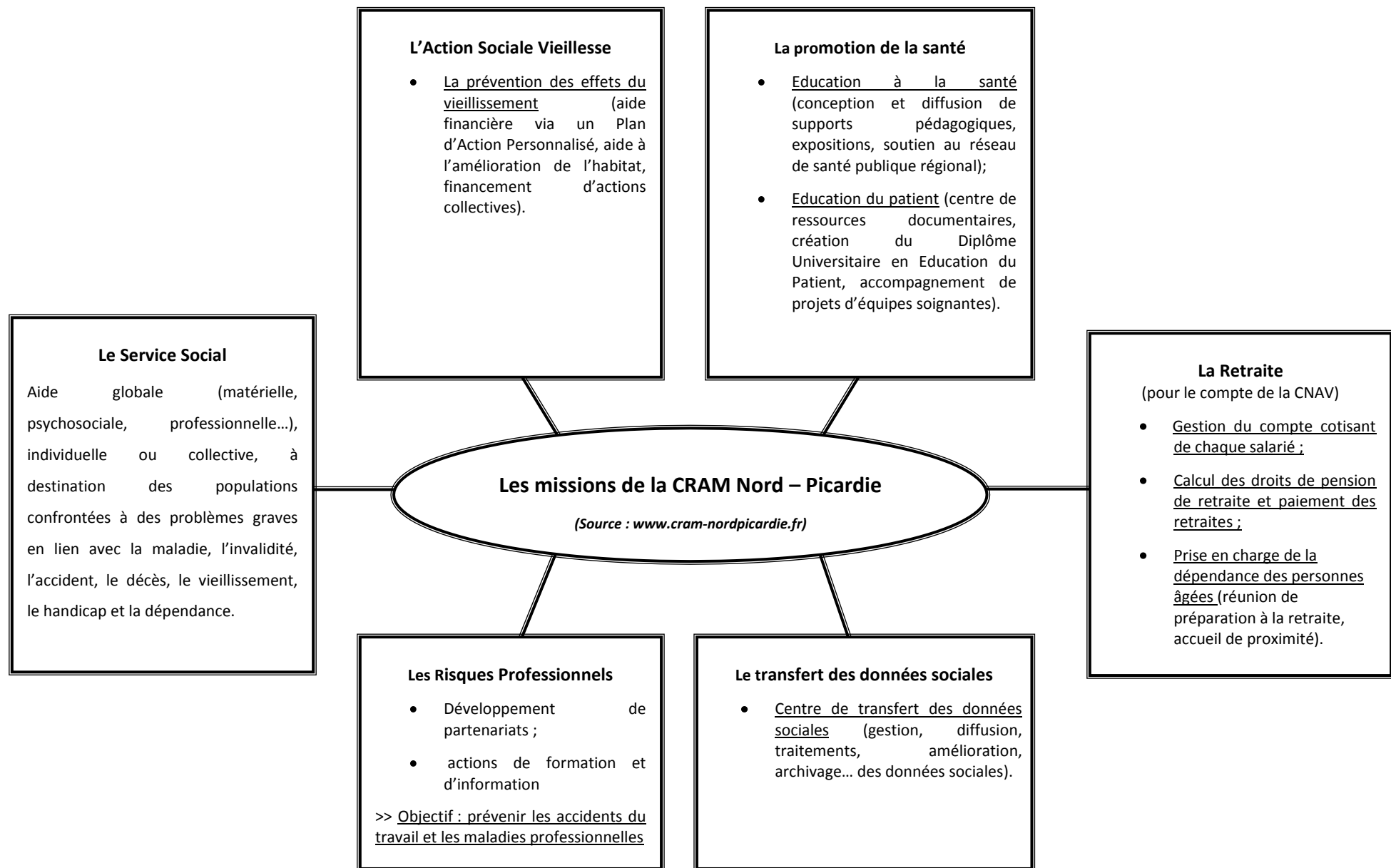
- les régimes des non-salariés (artisans, commerçants, professions libérales et agriculteurs) qui concernent, en 2006, un peu moins de 10% des actifs (cf. *annexe n°1 : la liste des régimes spéciaux, p.61*).

Les modalités d'organisation des régimes de retraite varient selon le secteur d'activité mais ils comprennent généralement un régime de base et un régime complémentaire.

L'ensemble des régimes obligatoires de base ou complémentaires de retraite fonctionne en France sur le mode de la répartition. Les régimes redistribuent au cours d'une année, sous forme de pensions versées aux retraités, les cotisations encaissées la même année auprès des actifs ; actifs qui s'ouvrent ainsi des droits pour leurs propres retraites. Si les règles des différents régimes de retraite en France répondent à des conceptions différentes, elles reposent toutefois sur des principes communs de solidarité :

- solidarité entre les générations (répartition intergénérationnelle), mais également au sein d'une même génération (solidarité entre les différentes catégories socioprofessionnelles par exemple) ;
- solidarité au sein des différents régimes (pension de réversion...), entre les régimes (coordination, transferts), et au-delà des régimes au niveau national (subvention, fonds de solidarité...).

Les mécanismes de solidarité évoqués ci-dessus, qui prennent en compte les aléas de la vie (chômage, maladie, décès du conjoint...), permettent une redistribution des revenus à destination des populations les plus démunies.



C'est d'ailleurs au nom de ce principe de solidarité qu'a été créé en 1956 le dispositif du « minimum vieillesse ». Versé sous conditions de ressources, le « minimum vieillesse » garantit à toute personne âgée de 65 ans et plus (voire 60 ans) résidant en France une somme minimale pour vivre. Cette aide est destinée aux populations n'ayant pas acquis de droits suffisants pour obtenir l'assurance vieillesse de base de la sécurité sociale. Au 1^{er} janvier 2007, l'Allocation de Solidarité aux Personnes Agées (ASPA) s'est substituée au « minimum vieillesse ». **Le détail de ces prestations sera évoqué dans la 3^{ème} partie relative à l'analyse des bénéficiaires de l'ASPA.**

La branche « Vieillesse », également appelée branche « Retraite », est gérée par la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse (CNAV) qui a en charge :

- de définir, en qualité de caisse nationale, les orientations de la branche retraite en matière d'assurance vieillesse, veuvage et d'action sociale,
- d'accompagner les personnes âgées et les assurés en difficulté en permettant une meilleure connaissance des phénomènes liés au vieillissement,
- de gérer directement la retraite du régime général en assurant la tenue des comptes des cotisants, le calcul et le paiement des retraites et des prestations d'action sociale sur la région Ile-de-France. Dans les autres régions, ce rôle est dévolu à 14 CRAM (les Caisses Régionales d'Assurance Maladie), à la CRAV (Caisse Régionale d'Assurance Vieillesse) pour l'Alsace-Moselle et aux CGSS (Caisses Générales de

Sécurité Sociale) pour les Départements d'Outre-Mer (cf. *tableau n°1 : l'organisation actuelle de la Sécurité Sociale, p.14*).

3. La CRAM Nord - Picardie

La CRAM Nord-Picardie fait partie de l'Institution « Sécurité Sociale ». Elle est un organisme de droit privé chargé d'un service public. Ses missions, fixées par la loi, contribuent à « *la protection sociale et au bien-être de chacun* »¹¹ (cf. *schéma : les missions de la CRAM Nord-Picardie, p.16*). Au-delà des missions liées à l'assurance maladie (service social, hospitalisation, action sociale) et à la gestion des risques professionnels (prévention dans les entreprises), elle prend le relais de la CNAV en matière de retraite dans la tenue des comptes des cotisants, le calcul et le paiement des retraites et des prestations d'action sociale au sein des régions Nord – Pas-de-Calais et Picardie.

Elle intervient sur 5 départements (Nord, Pas-de-Calais, Aisne, Somme et Oise) rassemblant près de 6 millions d'habitants et de l'ordre de 2 millions de salariés. S'agissant de la retraite, elle verse plus de 5 milliards d'euros de prestations diverses à près d'un million de retraités.

¹¹ Cf. site internet de la CRAM Nord – Picardie (www.cram-nordpicardie.fr)

Tableau n°2 : les retraités du régime général au 31/12/2007 par EPCI

	Les allocataires du régime général	Recensement de la Population 2006	Part des allocataires du régime général dans la population
CA du Douaisis	22 942	152 576	15,0%
CC Cœur d'Ostrevent	9 957	72 183	13,8%
CA de la Porte du Hainaut	24 007	147 083	16,3%
CA Valenciennes Métropole	29 677	191 024	15,5%
Lille Métropole Communauté Urbaine	165 098	1 107 861	14,9%
Département du Nord	400 680	2 565 257	15,6%
CA Artois Comm	30 093	206 759	14,6%
CC de Noeux et Environs	3 023	17 926	16,9%
CommunAupole de Lens-Liévin	33 762	246 097	13,7%
CA d'Hénin-Carvin	17 517	124 580	14,1%
CU d'Arras	14 690	91 438	16,1%
Département du Pas-de-Calais	220 950	1 453 387	15,2%
Région Nord – Pas-de-Calais	621 630	4 018 644	15,5%

Source : CRAM Nord-Picardie, 2008 ; INSEE, 2009

II - Les retraités du régime général de la CRAM Nord - Picardie

La CRAM Nord – Picardie a mis à notre disposition les données concernant les allocataires du régime général à l'échelle communale pour les arrondissements d'Arras, Béthune, Douai, Lens, Lille et Valenciennes. Ces données datent du 31 décembre 2007. Par respect du secret statistique, les traitements ont été réalisés à partir d'un seuil de 10 allocataires par commune. Nous avons fait le choix de centrer notre analyse sur les principaux EPCI couvrant ces arrondissements ainsi que sur les zones interstitielles les séparant. De fait, une partie de l'arrondissement d'Arras, la zone rurale pour l'essentiel (qui présente les effectifs les plus réduits), n'a pas été étudiée.

1. La répartition des retraités du régime général

Au 31 décembre 2007, **le régime général compte 621 630 allocataires dans le Nord – Pas-de-Calais**, ce qui représente 15,5% de la population régionale (*cf. tableau n°2 : les retraités du régime général au 31/12/2007 par EPCI, p.18*). Parmi ceux-ci, **350 000 sont recensés dans les principaux EPCI du périmètre d'étude**, soit 56% de l'ensemble des allocataires de la région.

Bien évidemment, plus le territoire est peuplé, plus le nombre d'allocataires de la CRAM est élevé. Sans surprise, avec 165 000 allocataires, Lille Métropole Communauté Urbaine (LMCU) se place largement en tête des EPCI, loin devant la Communauté de Lens-Liévin (près de 34 000 allocataires), Artois Comm et la Communauté d'Agglomération Valenciennes Métropole (de l'ordre de 30 000

allocataires chacune) pour terminer par la Communauté de Communes de Noeux et Environs (avec 3 000 allocataires). Avec un poids de population équivalent (de l'ordre de 1 100 000 habitants), Lille Métropole Communauté Urbaine et les huit EPCI du bassin minier comptent respectivement 165 000 et 171 000 allocataires de la CRAM. Le poids des retraités du régime général au sein de la population totale est donc comparable (14,9% sur LMCU et 14,8% dans le bassin minier) sur ces deux territoires.

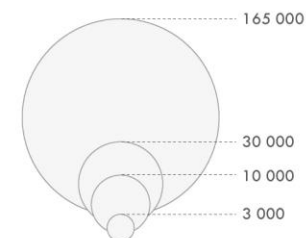
Attention toutefois à ne pas tirer de conclusions trop hâtives de ces premiers chiffres. **Il convient de rappeler que les régimes spéciaux et ceux des non-salariés ne sont pas pris en compte dans cette étude.** Pour mémoire, ils couvrent environ 30% des actifs en France et leur poids peut varier de manière assez sensible selon les territoires. Dans le cas de cette étude, l'impact du régime minier reste encore de nos jours très prégnant dans le bassin minier.

L'analyse plus précise du positionnement des EPCI au regard du poids des allocataires du régime général parmi la population totale révèle une grande hétérogénéité des situations. Globalement, trois grands types de territoires se dessinent (*cf. carte n°1 : les retraités du régime général par EPCI au 31/12/2007, p.20*) :

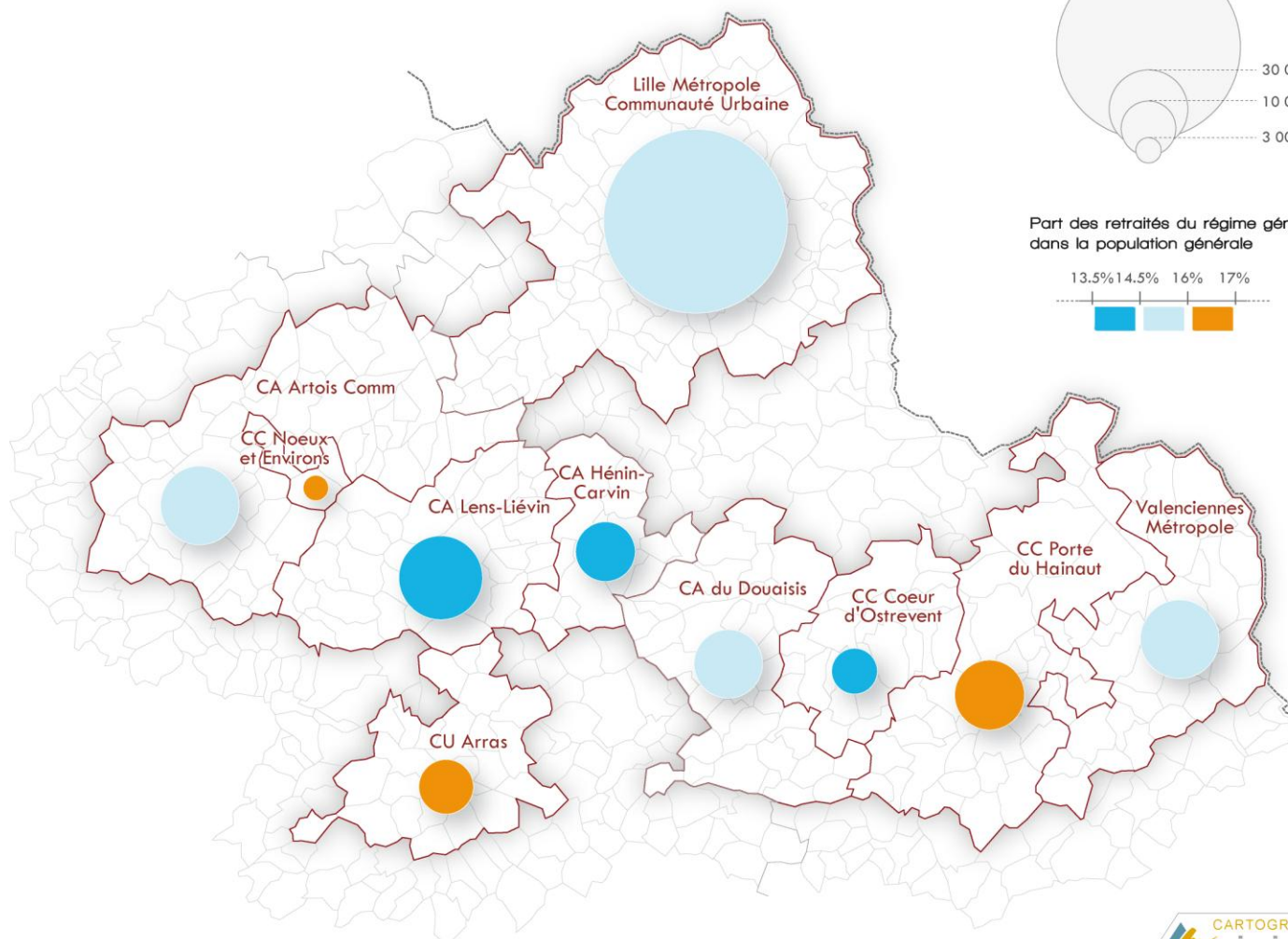
- le 1^{er} groupe est constitué des territoires se situant au-dessus de la moyenne régionale (15,5%) ; il s'agit de la Communauté de Communes de Noeux et Environs (16,9%), de la Communauté d'Agglomération de la Porte du Hainaut (16,3%) et de la Communauté Urbaine d'Arras (16,1%),

Retraités du régime général par EPCI

Nombre de retraités du régime général
Par EPCI au 31 décembre 2007



Part des retraités du régime général
dans la population générale



Source : CRAM Nord-Picardie 2008, INSEE RP 2006



- le 2^{ème} groupe est formé de territoires se positionnant autour de cette moyenne ; la Communauté d'Agglomération Valenciennes Métropole (15,5%), la Communauté d'Agglomération du Douaisis (15%), Lille Métropole Communauté Urbaine (14,9%) et, dans une moindre mesure, Artois Comm (14,6%),
- et enfin le 3^{ème} groupe se situe quant à lui nettement en deçà de la moyenne régionale ; la Communauté de Communes Cœur d'Ostrevent (13,8%) et la Communauté d'Agglomération d'Hénin-Carvin (14,1%).

S'il n'est pas aisé d'apporter des explications pour chacune des situations observées sans mener une analyse très fine des territoires, il se dégage néanmoins quelques grandes tendances.

Tout d'abord, ces territoires ont été marqués par une histoire industrielle très différente. Si le nombre d'allocataires du régime général est sensiblement plus faible sur la CALL, la CCCO et la CAHC, cette situation trouve son origine dans la mono-activité minière qui a marqué durablement ces territoires et à la présence encore (très) importante des anciens mineurs ou de leurs ayants droit qui bénéficient du régime minier. A la différence des autres territoires miniers, ceux-ci ont été longtemps dépendants de la seule activité minière, ce qui a fortement impacté les régimes de retraite (*cf. annexe n°2 : carte de la répartition des allocataires de l'ANGDM en mai 2008 par commune, p.67*).

Dans le cas du Valenciennois, l'activité minière a coexisté avec une puissante industrie sidérurgique dont les salariés dépendaient du régime général. Pour ce qui est de la CAD et d'Artois Comm, l'exploitation charbonnière ne représentait qu'une partie des activités économiques de ces territoires aux profils plus hétérogènes. Par ailleurs, dans le cas

d'Artois Comm, la transition entre le régime minier et le régime général est certainement plus avancée que sur les autres territoires miniers compte tenu de l'âge des ayants droit¹².

Autre élément à prendre en compte ; le dynamisme démographique propre à chaque territoire. Jusqu'au début des années 1960, le bassin minier est un espace attractif offrant un grand nombre d'emplois, en particulier dans les mines qui emploient jusqu'à 220 000 mineurs au plus fort de l'exploitation. Renversement de tendance en 1960, le territoire entre dans une phase de récession de l'activité minière, ce qui entraîne l'émigration des classes d'âge active¹³. Limité initialement aux communes de l'ouest du territoire, ce phénomène s'étend dans les années 1970 à l'ensemble du bassin, y compris les villes centres. Le départ de ces jeunes adultes, qui constituent les classes d'âge du « baby boom », se traduit aujourd'hui par une sous-représentation des sexagénaires, et potentiels retraités, dans les communes minières.

En ce qui concerne les EPCI hors bassin minier, la Communauté Urbaine d'Arras affiche un taux d'allocataires du régime général parmi les plus élevés. Ce territoire est confronté à un vieillissement de sa population, tendance qui affecte l'ensemble des villes centres. Dans le cas de LMCU, l'accueil de classes d'âge plus jeunes, étudiants ou jeunes actifs notamment, diminue proportionnellement le poids des retraités.

¹² Cf. Mission Bassin Minier, juillet 2009, *Regards sur ...* n°1 consacré aux ayants droit du parc minier de la Soginorpa au 31 décembre 2008.

¹³ Les premiers résultats du recensement de 2006 montrent que cette émigration reste toujours d'actualité dans le bassin minier. Un taux de natalité élevé, parmi les premiers de France métropolitaine, permet encore aujourd'hui d'en limiter l'impact démographique.

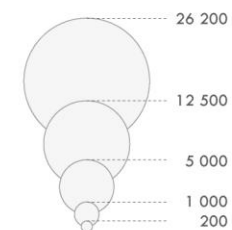
Retraités du régime général par commune

■ Commune sous le seuil de secret statistique
(effectif < 10)

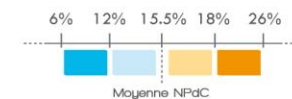
□ Absence de données

■ LIL Lille
■ Rbx Roubaix
■ Tcg Tourcoing
■ Vaq Villeneuve d'Ascq
■ Orc Orchies
■ Bér Béthune
■ BIB Bruay-la-Bullesière
■ NIM Noeux-les-Mines
■ Len Lens
■ Lié Liévin
■ HB Hénin-Beaumont
■ Car Carvin
■ Dou Douai
■ Som Somain
■ Val Valenciennes
■ StA St-Amand-les-Eaux
■ Den Denain
■ Arr Arras

Nombre de retraités du régime général
Par commune au 31 décembre 2007



Part des retraités du régime général
dans la population communale



Source : CRAM Nord-Picardie 2008, INSEE RP 2006

Bien entendu, ces brèves explications ne sont pas exclusives. D'autres paramètres entrent également en ligne de compte ; tels que l'accès aux services et équipements adaptés aux populations âgées, le marché de l'habitat ... qui renvoient nécessairement à une analyse plus fine de la situation à l'échelle communale.

2. Le poids des retraités du régime général à l'échelle communale

Concernant la répartition des allocataires du régime général, la hiérarchie communale s'établit assez logiquement en fonction du poids démographique des villes (*cf. carte n°2 : les retraités du régime général par commune au 31/12/2007, p.22*). En effet, ce sont les villes centres et les villes les plus peuplées qui comptent le plus grand nombre de retraités du régime général, et notamment Lille (26 119 allocataires), Tourcoing (14 084 allocataires) et Roubaix (12 257 allocataires).

L'analyse du poids des retraités du régime général dans la population communale nous donne un éclairage fort intéressant quant à la présence des retraités sur les territoires. Là où la carte des effectifs mettait en évidence les principales villes, la carte relative au poids des retraités par commune nous révèle une géographie bien différente.

Premier constat ; peu de territoires sont réellement homogènes mis à part la CALL et la CAHC. Sur ces deux territoires, la faiblesse du poids des retraités du régime général s'observe sur quasiment toutes les communes. A de très rares exceptions (Noyelles-sous-Lens et Meurchin pour les principales), aucune n'affiche un ratio supérieur à la moyenne régionale. Ceci résulte à la fois de la présence encore importante des ayants droit des mines et de l'impact de l'émigration des classes actives

dès les années 1960. Les petites communes rurales des collines de l'Artois, à l'exception notable de Souchez et d'Ablain-Saint-Nazaire, affichent des ratios similaires aux communes minières pour une raison très différente qui tient au développement récent de la périurbanisation. Dans ces communes, l'essentiel des accédants n'a pas encore atteint l'âge de la retraite. Ce constat peut également être dressé au niveau de la CCCO qui présente des particularités assez proches de la CALL et de la CAHC en termes de poids du régime minier, d'émigration des jeunes actifs ainsi que de périurbanisation de la partie nord du territoire aux caractéristiques plus rurales.

En ce qui concerne les autres territoires du bassin minier, l'analyse est plus complexe, en particulier sur Artois Comm. Sur ces territoires, on perçoit aisément l'emprise du sillon minier, et donc la présence des ayants droit des mines et l'impact de l'émigration professionnelle, qui s'étend d'est en ouest depuis le corridor minier dans le Valenciennois pour rejoindre la CCCO, se poursuit dans la partie urbaine de la CAD pour rejoindre la CAHC et la CALL et s'achever dans le Bruaysis sur le territoire d'Artois Comm. En dehors de ce tracé, le poids des allocataires du régime général dépasse systématiquement la moyenne régionale. C'est en particulier le cas du Denaisis, de la ville de Valenciennes et sa couronne nord-est pour le Valenciennois, de la périphérie de Douai (à l'exception de la partie minière située à l'ouest) et du secteur rural de l'Arleusis pour le territoire de la CAD, et enfin de Béthune et d'une partie de sa périphérie ainsi que du pôle secondaire de Noeux-les-Mines pour le Béthunois. Une seule exception à ce constat, le bas pays de Béthune qui présente un taux de retraités du régime général inférieur à la moyenne régionale.

Ceci s'explique par une périurbanisation plus récente¹⁴, caractérisée par l'installation de couples (avec enfants) dont la majorité n'a pas encore atteint l'âge de la retraite. Cette situation s'observe également dans les zones interstitielles des Weppes, qui assurent la continuité territoriale entre le bas pays de Béthune et la métropole lilloise, et dans la Pévèle autour d'Orchies. A un degré moindre, ce constat peut être élargi au secteur périurbain du sud-est de Valenciennes (communes de Famars, Saultain, Sebourg...).

Quant aux deux communautés urbaines, il est intéressant de constater que la répartition des retraités du régime général présente des caractéristiques très différentes. De manière (très) schématique, l'implantation des retraités du régime général sur LMCU se développe en cercles concentriques à partir des trois principales villes¹⁵ :

- au centre, les villes de Lille, Roubaix et Tourcoing qui affichent une part de retraités du régime général nettement moins importante que la moyenne régionale. Les classes d'âge les plus jeunes étant fortement représentées dans ces villes (notamment les étudiants et jeunes actifs), leur poids fait mécaniquement

¹⁴ Le phénomène de périurbanisation a touché dès le début des années 1970 les secteurs des Weppes et du Pévèle-Mélantois pour s'étendre progressivement au bas pays de Béthune et à la région d'Orchies dans les années 1980. En 2009, la périurbanisation reste toujours un sujet d'actualité et un enjeu majeur des politiques d'aménagement du territoire de l'Aire Métropolitaine de Lille (versant français).

¹⁵ Nous avons conscience que l'organisation urbaine de la métropole lilloise est en réalité nettement plus complexe, en raison notamment de la présence de pôles secondaires qui accueillent une proportion élevée de retraités du régime général (ex : Armentières – Seclin – etc.). Toutefois, l'échelle d'analyse que nous avons retenue nous impose une approche synthétique.

baissier la représentativité des plus âgées. A noter la situation particulière de Villeneuve d'Ascq qui, en tant que pôle universitaire, présente des caractéristiques similaires aux trois villes centres dans l'accueil des jeunes adultes, ce qui en fait la commune où la part des retraités du régime général est parmi les plus faibles de notre zone d'étude.

- vient ensuite une première couronne de villes présentant des taux de retraités du régime général relativement élevés. Il s'agit de communes qui se sont développées avec la première vague de périurbanisation intervenue dès les années 1950 / 1960 dans la proximité des villes centres avec la réalisation de lotissements neufs ou d'opérations de logements collectifs et qui s'est poursuivie dans les années 1970. Ces villes ont accueilli à l'époque de jeunes couples avec généralement des enfant(s) en bas âge arrivés aujourd'hui pour les premiers à l'âge de la retraite et pour les seconds ayant quitté le domicile familial pour fonder un foyer. C'est le cas de la première couronne lilloise constituée notamment des villes de La Madeleine, Saint André, Lambersart, Marcq-en-Baroeul au nord ou de Faches-Thumesnil, Ronchin et Wattignies au sud. Pour la périphérie de Roubaix et Tourcoing, il s'agit notamment des villes de Croix, Halluin, Hem, Mouvaux, Neuville-en-Ferrain, Roncq, Wasquehal et Wattrelos.
- la deuxième couronne se compose quant à elle des (petites) communes les plus éloignées des villes centres qui se sont développées aux marges des grands EPCI sans nécessairement en être adhérentes. Elles ont bénéficié de la seconde vague de périurbanisation engagée au cours des années 1980 et qui se poursuit aujourd'hui. La Pévèle, territoire emblématique de cette

Tableau n° 3 : la répartition des retraités du régime général au 31/12/2007 par âge et par EPCI

	Les retraités du régime général	Agés de - 60 ans		Agés de 60 à 69 ans		Agés de 70 à 79 ans		Agés de 80 ans et +	
		Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%
CA du Douaisis	22 942	1 053	4,6%	8 444	36,8%	8 757	38,2%	4 688	20,4%
CC Cœur d'Ostrevent	9 957	483	4,9%	3 816	38,3%	3 642	36,6%	2 016	20,2%
CA de la Porte du Hainaut	24 007	1 199	5,0%	8 691	36,2%	9 313	38,8%	4 804	20,0%
CA Valenciennes Métropole	29 677	1 321	4,5%	11 052	37,2%	10 977	37,0%	6 327	21,3%
Lille Métropole Communauté Urbaine	165 098	7 357	4,5%	62 301	37,7%	59 057	35,8%	36 383	22,0%
Département du Nord	400 680	18 949	4,7%	153 451	38,3%	145 451	36,3%	82 829	20,7%
CA Artois Comm	30 093	1 627	5,4%	12 002	39,9%	10 556	35,1%	5 908	19,6%
CC de Noeux et Environs	3 023	133	4,4%	1 241	41,1%	1 062	35,1%	587	19,4%
CommunAupole de Lens-Liévin	33 762	1 816	5,4%	12 909	38,2%	12 372	36,6%	6 665	19,7%
CA d'Hénin-Carvin	17 517	1 037	5,9%	6 923	39,5%	6 368	36,4%	3 189	18,2%
CU d'Arras	14 690	639	4,3%	5 628	38,3%	5 233	35,6%	3 190	21,7%
Département du Pas-de-Calais	220 950	11 806	5,3%	86 506	39,2%	79 111	35,8%	43 527	19,7%
Région Nord – Pas-de-Calais	621 630	30 755	4,9%	239 957	38,6%	224 562	36,1%	126 356	20,3%

Source : CRAM Nord-Picardie, 2008

périurbanisation récente et toujours active, attire non seulement des ménages originaires de la métropole lilloise mais également du Douaisis et d'une partie du Valenciennois. Le poids des retraités du régime général y est plutôt faible actuellement.

En ce qui concerne la CUA, on peut observer une situation relativement identique à LMCU au niveau de ce que nous avons appelé les 1^{ère} et 2^{ème} couronnes en termes de répartition des retraités ; la 1^{ère} couronne étant constituée des villes d'Achicourt, Beaurains et Dainville au sud, et de Saint-Laurent-Blangy et Sainte Catherine au nord, la seconde couronne de villages plus éloignés. Toutefois, l'information essentielle réside dans le vieillissement observé de la ville d'Arras où la part des retraités du régime général parmi la population communale est supérieure à la moyenne régionale. Compte tenu du poids d'Arras au sein de la CUA, ceci explique que cette dernière affiche l'un des taux les plus élevés des EPCI étudiés.

Ce rapport entre le développement urbain et le poids des retraités dans les communes est intéressant à constater puisque, compte tenu de l'âge des retraités, cette géographie évoluera très fortement dans les années futures.

3. L'âge des retraités du régime général

Jusqu'en 2009, l'âge légal de mise à la retraite d'office est fixé à 65 ans, c'est-à-dire que la retraite est accordée pour tous à 65 ans sans condition (même si la personne ne comptabilisait pas un nombre de trimestres de cotisations suffisant). Néanmoins, dès 60 ans¹⁶, chaque personne peut

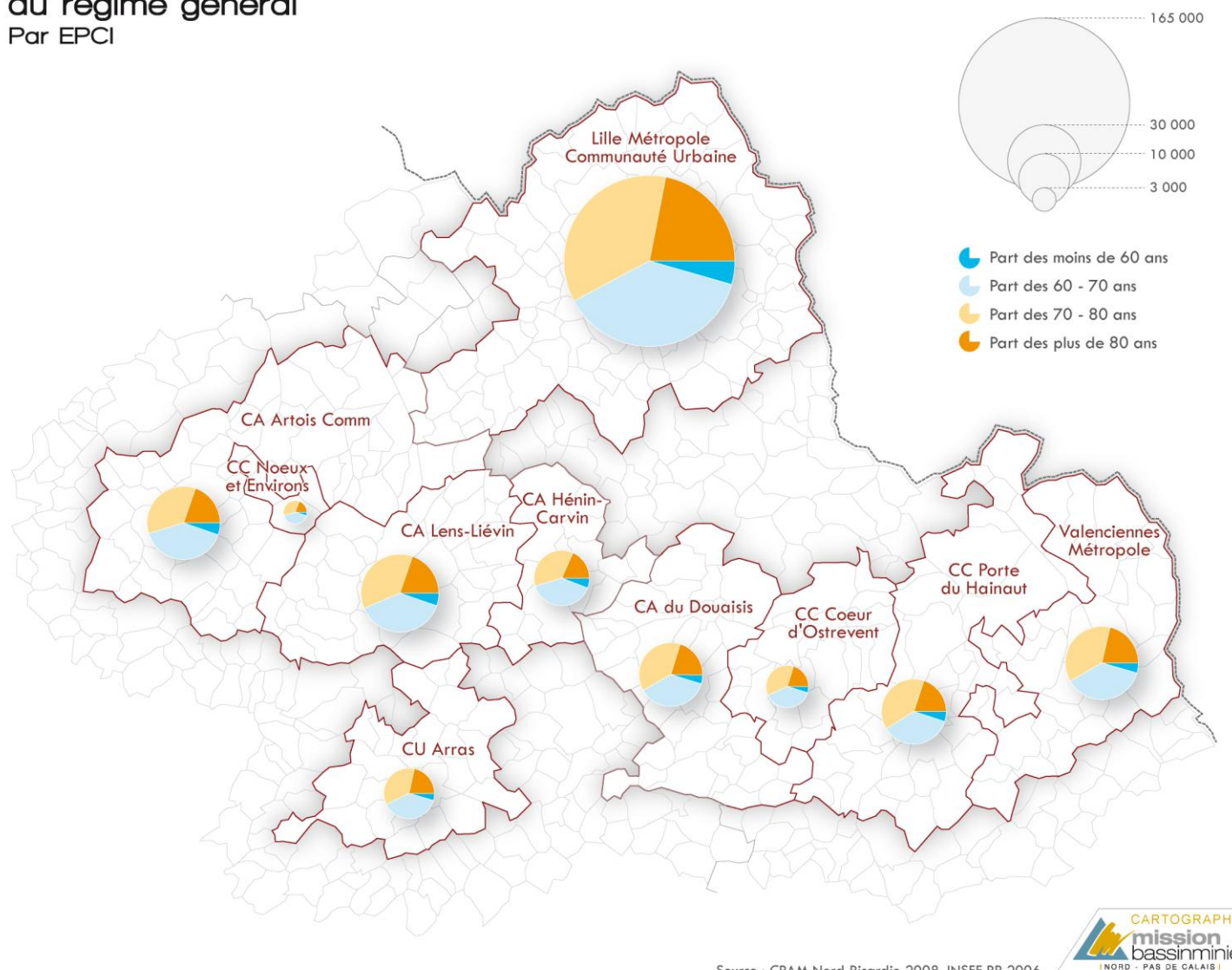
faire valoir ses droits à la retraite et demander le versement d'une pension (à taux plein si elle a cotisé un nombre de trimestres suffisants, sinon à taux minoré). Il faut toutefois noter que la législation en vigueur a été revue afin de repousser l'âge du départ à la retraite. Un amendement au projet de loi de financement de la sécurité sociale 2009, supprimant dès le 1^{er} janvier 2010 les mises à la retraite d'office, permet aux salariés du secteur privé, sur la base du volontariat de continuer à travailler jusqu'à 70 ans. La possibilité de départ en retraite varie non seulement d'un régime à l'autre (notamment dans le cas des régimes spéciaux), mais aussi en fonction de facteurs propres à chaque carrière (pénibilité, métier exposé...).

Concernant l'arrêt d'activité avant 60 ans, un départ en préretraite est également possible à partir de 50 ans pour les salariés du régime général, même si la tendance est à une disparition progressive des préretraites. Ce départ en préretraite est soumis à condition et n'est pas accessible à tous les salariés. Il dépend essentiellement de la profession exercée mais aussi de l'entreprise ou du secteur d'activité. Les préretraites du régime général étant versées par la CRAM, leurs bénéficiaires sont pris en compte dans cette étude, ce qui explique notamment la présence de personnes âgées de moins de 60 ans parmi les effectifs recensés. Pour autant, ils ne constituent qu'une petite partie de l'effectif de la classe d'âge ; **l'essentiel étant composé des veufs ou veuves d'allocataires du régime général, âgé(e)s de moins de 60 ans, qui vivent de la pension de réversion de leur conjoint décédé(e).**

¹⁶ A la date de rédaction de ce document, l'âge légal pour un salarié faire valoir ses droits à la retraite est fixé à 60 ans (sauf exceptions). Le projet de réforme du régime des retraites actuellement à l'étude envisage de repousser cet âge à 62, voire 63 ans.

Répartition par âge des retraités du régime général Par EPCI

Nombre de retraités du régime général
Par EPCI au 31 décembre 2007



Source : CRAM Nord-Picardie 2008, INSEE RP 2006

S'agissant de la répartition par âge, c'est la classe d'âge 60-69 ans qui est la plus représentée à l'échelon régional avec environ 240 000 retraités du régime général (soit 38,6% de l'ensemble des retraités du régime général), suivie de près par la classe d'âge 70-79 ans avec près de 225 000 allocataires. Viennent ensuite les classes d'âge de 80 ans et plus (près de 130 000 allocataires) et de moins 60 ans (de l'ordre de 30 000 allocataires). La répartition entre les différentes classes d'âge est identique à l'échelle des départements et des EPCI.

Le fait que les classes d'âge des 60-69 ans et 70-79 ans soient les plus représentées apparaît logique compte tenu du cadre légal de l'âge du départ à la retraite évoqué précédemment et de l'arrivée progressive des classes d'âge du « baby-boom » à la retraite. En l'absence de données nationales, ces chiffres ne permettent toutefois pas de souligner les spécificités de la région Nord – Pas-de-Calais en matière de retraite ; certains facteurs tels que le poids des départs en retraite dès 60 ans des salariés entrés très tôt dans la vie professionnelle, l'impact des migrations résidentielles à l'âge de la retraite, une espérance de vie régionale plus courte¹⁷... et le poids des régimes spéciaux de retraite pouvant peser sur les effectifs de retraités de la région.

¹⁷ « En 2007, malgré des progrès certains depuis 10 ans avec des gains d'environ 3 ans pour les hommes et 1 an et demi pour les femmes, l'espérance de vie à la naissance des Nordistes ne rejoint pas celles des Français, et ce pour plusieurs raisons : habitudes de vie (pratiques alimentaires et sportives, comportements médicaux), environnement (densité industrielle, pollution), niveaux d'étude. Ainsi, selon les conditions de mortalité de 2007, quand les Français peuvent espérer vivre 77 ans et les Françaises 84 ans, les hommes nordistes arrivent à 74 ans et les femmes nordistes à 82 ans », dans INSEE, septembre 2008, *Pages de Profils n°45 : Bilan démographique 2007*.

L'analyse des classes d'âge à l'échelle des EPCI est un exercice très difficile compte tenu de l'hétérogénéité des territoires (*cf. tableau n°3 : la répartition des retraités du régime général au 31/12/2007 par âge et par EPCI, p.26, et carte n°3 : répartition par âge des retraités du régime général au 31/12/2007 par EPCI, p.28*). Les quelques particularités qui pourraient être mises en évidence à cette échelle masquent en réalité des situations infra territoriales nettement plus tranchées. Nous ne nous attarderons donc pas sur ce premier niveau d'analyse pour davantage privilégier l'échelle communale. Cette dernière permet de mieux apprécier la situation des allocataires du régime général et ainsi d'en dresser les perspectives d'évolution.

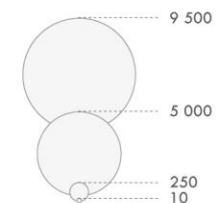
Peu de différences sont observées entre les classes d'âge 60-69 ans et 70-79 ans en ce qui concerne la répartition des effectifs (*cf. cartes n°4 et 5 : les 60-69 ans et 70-79 ans du régime général au 31/12/2007 par commune, p.30 et 32*). Les villes les plus peuplées comptent le plus grand nombre de retraités du régime général âgés de moins de 80 ans. Rien d'étonnant à cela. La situation est par contre nettement différente pour les retraités âgés de 80 ans et plus (*cf. carte n°6 : les 80 ans et plus du régime général au 31/12/2007 par commune, p.34*). Ceux-ci se concentrent pour l'essentiel dans les villes centres des EPCI qui disposent d'équipements et de services adaptés au vieillissement de la population. Cette répartition géographique est particulièrement visible sur l'ensemble des EPCI du bassin minier et la CUA.

Retraités du régime général de 60 à 69 ans par commune

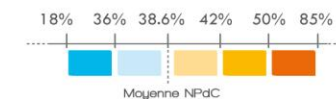
■ Commune sous le seuil de secret statistique
(effectif < 10)

□ Absence de données

Nombre de retraités du régime général
de 60 à 69 ans par commune
au 31 décembre 2007



Part des retraités de 60 à 69 ans
dans les retraités du régime général



■ LIL Lille
■ Rbx Roubaix
■ Tcg Tourcoing
■ Vaq Villeneuve d'Ascq
■ Orc Orchies
■ Bér Béthune
■ BIB Bruay-la-Bulleslère
■ NIM Noeux-les-Mines
■ Len Lens
■ Lié Liévin
■ HB Hénin-Beaumont
■ Car Carvin
■ Dou Douai
■ Som Somain
■ Val Valenciennes
■ StA St-Amand-les-Eaux
■ Den Denain
■ Arr Arras

Source : CRAM Nord-Picardie 2008, INSEE RP 2006



En ce qui concerne la métropole lilloise, compte tenu du poids démographique du cœur urbain de l'agglomération, la répartition géographique de la classe d'âge des 80 ans et plus touche davantage de communes, notamment dans le triangle Lille – Roubaix – Tourcoing. Néanmoins, les effectifs les plus importants sont recensés sur les villes de Lille (6 037 allocataires de 80 ans et plus soit 17%), Tourcoing (3 142 allocataires – 8,6%) et Roubaix (2 729 allocataires – 7,5%).

Si l'on s'attache à mesurer le poids des différentes classes d'âge par commune, une nouvelle fois la géographie s'avère bien différente. Il convient néanmoins de prendre garde à la réalité des effectifs, en particulier dans les petites communes périurbaines.

a) La classe d'âge des 60-69 ans

La répartition de cette classe d'âge sur le périmètre d'étude fait apparaître deux grandes tendances :

- **une faible part des retraités du régime général âgés de 60 à 69 ans dans les (anciens) secteurs industriels**, en particulier dans le bassin minier et sidérurgique ainsi que sur le versant nord-est de la métropole lilloise, **et dans les villes centres**. Ces deux phénomènes se conjuguant dans les villes centres de bassins industriels ayant été confrontés à des difficultés économiques.

L'arc minier et sidérurgique se dessine encore très précisément dans le département du Nord, de Condé-sur-l'Escaut à Douai, en passant par Valenciennes et Denain. Sa trace devient moins perceptible dans le Pas-de-Calais. Elle reste visible au niveau de quelques poches très circonscrites ;

l'ex RN 43 entre Lens et Hénin-Beaumont, le secteur de Carvin – Oignies – Libercourt et le Bruaysis. Sur ces communes, la part des « jeunes » retraités du régime général est encore inférieure à la moyenne régionale. Cette situation résulte du départ des classes d'âge actives observé dans les années 1960-1970. Le phénomène est vraisemblablement similaire sur le versant nord-est de la métropole lilloise touché par la crise textile à partir de la fin des années 1970. Arrivent aujourd'hui à la retraite les premières classes d'âge du « baby boom » dont une partie a quitté ces territoires. A cela, vient s'ajouter pour cette classe d'âge un parcours résidentiel marqué par un départ des villes centres et une installation dans le périurbain plus ou moins éloigné en fonction des moyens financiers dont ils disposaient lors de leur installation. Ce constat se retrouve sur l'ensemble des villes centres et pôles secondaires de notre zone d'étude, à l'exception notable de Liévin et Noeux-les-Mines dans le bassin minier et de Villeneuve d'Ascq dans la métropole lilloise¹⁸. Concernant LMCU, il est intéressant de constater la (très) faible représentativité des « jeunes » retraités du régime général dans le triangle urbain formé des villes de Lille, Roubaix et Tourcoing.

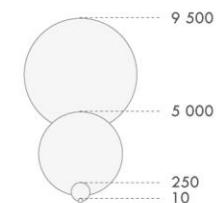
¹⁸ Certes, Villeneuve d'Ascq en tant que pôle universitaire accueille une population importante d'étudiants mais lors de sa création en 1970 la ville nouvelle a attiré une population de jeunes salariés, originaires des communes limitrophes (Roubaix notamment), qui aujourd'hui arrivent progressivement à l'âge de la retraite.

Retraités du régime général de 70 à 79 ans par commune

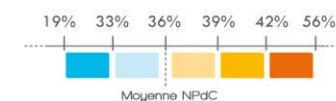
■ Commune sous le seuil de secret statistique
(effectif < 10)

□ Absence de données

Nombre de retraités du régime général
de 70 à 79 ans par commune
au 31 décembre 2007



Part des retraités de 70 à 79 ans
dans les retraités du régime général



■ LIL Lille
■ Rbx Roubaix
■ Tcg Tourcoing
■ Vaq Villeneuve d'Ascq
■ Orc Orchies
■ Bér Béthune
■ BIB Bruay-la-Bullesière
■ NIM Noeux-les-Mines
■ Len Lens
■ Lié Liévin
■ HB Hénin-Beaumont
■ Car Carvin
■ Dou Douai
■ Som Somain
■ Val Valenciennes
■ StA St-Amand-les-Eaux
■ Den Denain
■ Arr Arras

Source : CRAM Nord-Picardie 2008, INSEE RP 2006



- ***a contrario*, une part nettement plus élevée des allocataires du régime général les plus « jeunes » dans les communes situées en périphérie plus ou moins éloignées des villes centres.** On y retrouve bien évidemment les « grandes » bénéficiaires du phénomène de périurbanisation récente ; les communes de la Pévèle, du Mélantois ou du bas pays de Béthune, mais ce ne sont pas les communes les plus concernées en réalité puisque l'essentiel des nouveaux accédants n'ont pas encore atteint l'âge de la retraite et que les effectifs restent (ou resteront) modestes. Les plus fortes concentrations de retraités du régime général âgés de 60 à 69 ans se situent dans le tissu urbain dense, cas du Lensois et de la périphérie d'Arras par exemple, ou dans les communes de taille moyenne de l'agglomération lilloise qui ont bénéficié de l'arrivée de ces jeunes salariés dans les années 1970-80 pour se développer. C'est le cas en particulier des secteurs nord et ouest de la métropole lilloise (Houplines, Pérenchies, Wambrechies, Bondues, Comines, Roncq, Neuville-en-Ferrain – etc.).

b) La classe d'âge des 70-79 ans

Cette classe d'âge constitue, tant du point de vue générationnel qu'en termes d'analyse spatiale, une période de transition. Une partie de la classe d'âge des 70-79 ans a subi les conséquences des chocs industriels qui ont affecté la région au début des années 1980 ; restructuration lourde de la sidérurgie dans le Valenciennois, aggravation des difficultés

dans le textile apparues dans les années 1970 et autres restructurations industrielles ponctuelles¹⁹. Bien entendu, l'arrêt de l'activité minière figure également parmi les éléments marquants pour cette classe d'âge. Toutefois, la fermeture des derniers puits a affecté principalement le régime minier, même s'il ne faut pas minimiser les incidences que cela a pu avoir sur le tissu économique local, en particulier au niveau des sous-traitants des Charbonnages de France. La crise économique s'est traduite à la fois par un développement du chômage et ses conséquences sociales (cf. *chapitre III consacré à l'ASPA*), par des mises en préretraite mais également par la poursuite de l'émigration professionnelle, volontaire ou subie, des populations actives. Ainsi, une partie des salariés de la sidérurgie du Denais ont été mutés vers d'autres territoires de la région, le Dunkerquois²⁰ en particulier, ou dans d'autres régions (Lorraine).

Sur le plan spatial, on peut constater que la répartition des allocataires de 70-79 ans forme globalement le négatif de la classe d'âge précédente pour ce qui concerne le bassin minier. Ainsi, la part des 70-79 ans est plutôt élevée dans le Nord, de la frontière avec belge au Douais, autour de Lens et de Bruay-la-Buissière.

¹⁹ A titre d'exemple, la fermeture en 1984 des Etablissements Massey-Ferguson à Marquette-lez-Lille s'est soldée par la disparition de 2 200 emplois.

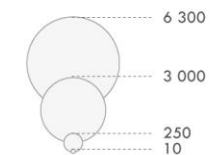
²⁰ L'INSEE prévoit un net renforcement du processus de vieillissement démographique entre 2005 et 2020 notamment sur le bassin d'habitat de Dunkerque particulièrement attractif dans les années 1970. La part des 60 ans et plus devrait progresser de plus de 45% (soit un gain de 21 000 personnes) et celle de 75 ans et plus de plus de 40% (soit un gain de 7 000 personnes). Source : Paul Wallez (CRESGE) et Jean-François Ghékière (Université de Lille 1, TVES), pour la Région Nord – Pas-de-Calais, avril 2009, *Etudes prospectives régionales n°11 – vieillissement démographique et territoires en Nord – Pas-de-Calais à l'horizon 2025 : quatre scénarii du vieillissement*.

Retraités du régime général de 80 ans et plus par commune

■ Commune sous le seuil de secret statistique
(effectif < 10)

□ Absence de données

Nombre de retraités du régime général
de 80 ans et plus par commune
au 31 décembre 2007



Part des retraités de 80 ans et plus
dans les retraités du régime général



■ LIL Lille
■ Rbx Roubaix
■ Tcg Tourcoing
■ Vaq Villeneuve d'Ascq
■ Orc Orchies
■ Bér Béthune
■ BIB Bruay-la-Bulleslère
■ NIM Noeux-les-Mines
■ Len Lens
■ Lié Liévin
■ HB Hénin-Beaumont
■ Car Carvin
■ Dou Douai
■ Som Somain
■ Val Valenciennes
■ StA St-Amand-les-Eaux
■ Den Denain
■ Arr Arras

Source : CRAM Nord-Picardie 2008, INSEE RP 2006

Cette observation pourrait paraître contradictoire avec ce qui est affirmé précédemment mais cela s'explique par les mises en préretraite ainsi que la relative faiblesse de la classe d'âge 60-69 ans, ce qui a tendance mécaniquement à renforcer les classes d'âge supérieures.

Sur LMCU, la classe d'âge des 70-79 ans a tendance à être plus proche du cœur de l'agglomération que la génération des 60-69 ans, sans toutefois concerner les villes centres. Ceci s'explique par le fait que les banlieues des grandes villes se sont développées au cours des années 1960-1970. Certaines communes de la proche périphérie de Lille, Roubaix et Tourcoing affichent ainsi une part de retraités du régime général âgés de 70 à 79 (nettement) supérieure à la moyenne régionale ; Lambersart, Saint-André, Marcq-en-Baroeul, Fâches-Thumesnil, Ronchin...

La situation est totalement inverse sur la CUA où Arras concentre une part importante des retraités de cette classe d'âge à la différence des villes périphériques.

En milieu rural ou périurbain, on observe une concentration relativement faible des 70-79 ans, sauf dans certains secteurs ou pôles secondaires en raison vraisemblablement de la présence de populations installées antérieurement au phénomène de périurbanisation (c'est le cas d'Orchies par exemple). Les effectifs restent néanmoins (très) modestes.

c) La classe d'âge des 80 ans et plus

A la différence des classe d'âges précédentes, la situation des 80 ans et plus est nettement plus tranchée. Deux grands types de territoire apparaissent :

- **Les territoires où la part des 80 ans et plus est élevée.** Il s'agit pour l'essentiel des villes centres et pôles secondaires qui ont développé une offre de logements et services adaptés au vieillissement ainsi que d'équipements d'accueil spécialisés. Sur ce dernier point, le rapprochement des cartes de la capacité d'accueil dans les services d'hébergements spécialisés par commune (*cf. annexe n°3 : la capacité d'accueil dans les services d'hébergement pour personnes âgées, p.68*) et de l'implantation des allocataires de la CRAM de 80 ans et plus permet d'expliquer certaines concentrations de population. Outre le fait de développer une offre d'équipements spécialisés, ces villes et leur proche périphérie (cas notamment de la métropole lilloise) sont également touchées par le vieillissement des ménages ayant pour l'essentiel accédé à la propriété (voire intégré le parc HLM²¹) dans les années 1950/1960. Ce phénomène est notamment visible au niveau de la 1^{ère} couronne urbaine de Lille et dans le triangle Lille – Roubaix – Tourcoing. Les communes y affichent des taux d'allocataires de la CRAM de 80 ans et plus élevés. C'est le cas par exemple des villes de Saint-André, Lambersart, La Madeleine, Marcq-en-Baroeul, Wasquehal ou Croix.

²¹ Entre 2000 et 2006, la part des occupants du parc social âgés de 50-64 ans est passée de 17,2% à 22,4% en région Nord - Pas-de-Calais tandis que celle des 65 ans et + est restée stable autour de 22%. S'il n'est pas possible de mesurer précisément la part des 75 ans et +, cette tranche d'âges devient néanmoins significative avec une évaluation du nombre de chefs de ménage à environ 36 000 (soit 12% de l'occupation du parc). On assiste à un vieillissement très marqué des titulaires de bail (source : AR Habitat Nord – Pas-de-Calais – Enquête triennale sur l'occupation du parc social au 1^{er} janvier 2006 – mai 2007).

Ces communes connaîtront dans les prochaines années un profond renouvellement de leur population avec la disparition progressive de la classe d'âge supérieure qui sera remplacée pour l'essentiel par des ménages plus jeunes (avec enfants).

Dans le cas du bassin minier, les retraités de 80 ans et plus se concentrent essentiellement dans les villes centres et pôles secondaires.

- **Les territoires où la part des 80 ans et plus est la plus faible.**
Compte tenu de la propension pour les personnes âgées à se rapprocher des villes centres ou pôles secondaires, ceux-ci sont nettement moins représentés dans les secteurs ayant connu une périurbanisation ancienne (nord ouest de la métropole lilloise) ou plus récente (Pévèle – bas pays de Béthune). C'est également le cas dans le tissu urbain dense du bassin minier en particulier. Si l'âge avancé de cette population explique principalement son implantation géographique, celle-ci se trouve également être renforcée par des facteurs propres à certains territoires. Il est probable que la première vague d'émigration intervenue dès les années 1960 dans le bassin minier impacte aujourd'hui la représentation des 80 ans et plus du régime général.

Le « Minimum Vieillesse »

Le « minimum vieillesse » depuis la réforme instaurée en 2007

L'ordonnance n° 20004-605 du 24 juin 2004 a simplifié le dispositif du minimum vieillesse en instaurant une prestation unique, l'Allocation de Solidarité aux Personnes Agées (ASPA). Cette prestation, qui fusionne les deux étages et se substitue pour les nouveaux bénéficiaires aux anciennes prestations (*cf. ci-dessous*), est soumise à conditions de ressources. Pour en bénéficier, les retraités doivent résider en France. La réforme du « minimum vieillesse » supprime ainsi une différence de champ relative à la condition de résidence qui existait entre les bénéficiaires des deux étages. En outre, la notion de couple est élargie aux couples pacsés ou concubins. Le décret d'application de la réforme du « minimum vieillesse » est paru le 13 janvier 2007. L'ASPA se substitue dorénavant aux anciennes allocations pour les nouveaux bénéficiaires du « minimum vieillesse » mais ne les remplace pas pour les allocataires antérieurs. Ceux-ci continuent de percevoir ces prestations selon les règles applicables avant leur abrogation.

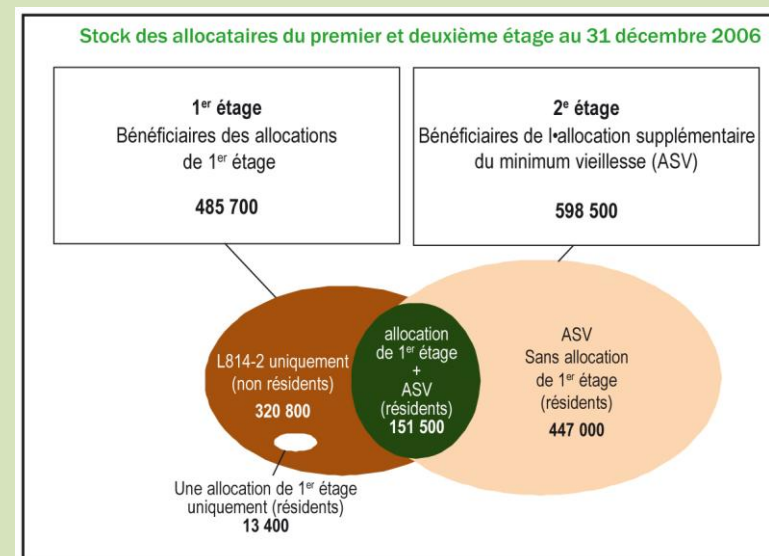
Le dispositif antérieur du « minimum vieillesse »

Jusqu'en 2007, le « minimum vieillesse » était un dispositif à deux étages destiné à porter les ressources des personnes âgées au niveau du seuil du minimum vieillesse. Pour cela, il était possible de cumuler les allocations des deux étages (schéma ci-contre). Au 1er janvier 2006, le seuil se situait à 610 euros pour un allocataire seul et à 1 095 euros pour un couple de deux allocataires, soit respectivement 7 323 euros et 13 140 euros par an.

Le premier étage garantissait un revenu minimum, égal au montant de l'AVTS (allocation aux vieux travailleurs salariés), soit 251 € par mois en 2006. Il regroupait plusieurs allocations. La plus fréquemment servie (83,5 % des allocataires du premier étage) était la majoration de pension prévue par l'article L 814-2 du Code de la Sécurité sociale qui complétait une pension de droit direct ou de réversion. Les allocations du premier étage étaient soumises à condition de résidence, à l'exception de la majoration L 814-2, jusqu'au 31 décembre 2005, qui était principalement servie à des retraités ne résidant pas en France.

L'allocation de deuxième étage, l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse (ASV) permettait d'atteindre le montant du minimum vieillesse. Elle faisait partie des minima sociaux et était donc, à ce titre, soumise à condition de résidence. Son attribution était déterminée selon un plafond de ressources annuelles, de 7 500 € pour une personne seule, ou de 13 137 € pour un couple en 2006. L'appréciation des ressources intégrait les avantages vieillesse, les revenus professionnels, les biens mobiliers et immobiliers (à l'exception de la résidence principale). Etaient en revanche exclues des ressources, l'allocation de logement et la majoration pour tierce personne.

Le barème de l'ASV variait en fonction du nombre de personnes titulaires de l'ASV au sein du couple. En 2006, le montant mensuel maximum de l'ASV était de 359,5 € pour un allocataire seul. Pour un couple, si un seul des deux conjoints était allocataire (le second étant non éligible car âgé de moins de 65 ans, ou ne résidant pas en France ou n'en ayant pas fait la demande), le montant maximum de l'ASV, fixé au vu des ressources du couple, était alors celui d'une personne seule. Si au sein d'un couple, il y avait deux bénéficiaires, le montant maximum était alors de 593 € pour le couple, soit 296,50 € pour chacun des deux conjoints.



III - Les allocataires du « minimum vieillesse » du régime général

1. Le « minimum vieillesse »

Plus de 50 ans après sa mise en place, le « **minimum vieillesse** » reste un **dispositif essentiel de la protection sociale des personnes âgées les plus démunies**²². Les allocations non contributives (c'est-à-dire sans contrepartie de cotisations) versées mensuellement et sans limite de durée dans le cadre de ce dispositif, permettent de compléter le revenu des personnes de 65 ans ou plus (60 ans en cas d'invalidité ou d'inaptitude) jusqu'au seuil du minimum vieillesse. **Celui-ci s'élève, au 1^{er} janvier 2007, à 621,27 euros mensuels pour une personne seule et à 1 114,51 euros pour un couple.**

Fin de 2006, **près de 600 000 personnes sont allocataires du « minimum vieillesse » en France** tous régimes confondus (*cf. annexe n°4 : la répartition des allocataires du minimum vieillesse par régime de retraite au 31 décembre 2006, p.69*), soit 4,5 % de la population des 65 ans ou plus. L'amélioration continue des régimes de retraites et des droits acquis dans ces régimes ont permis de diviser par 4 le nombre de bénéficiaires depuis 1960 (*cf. Graphique n°1, p 40*)²³.

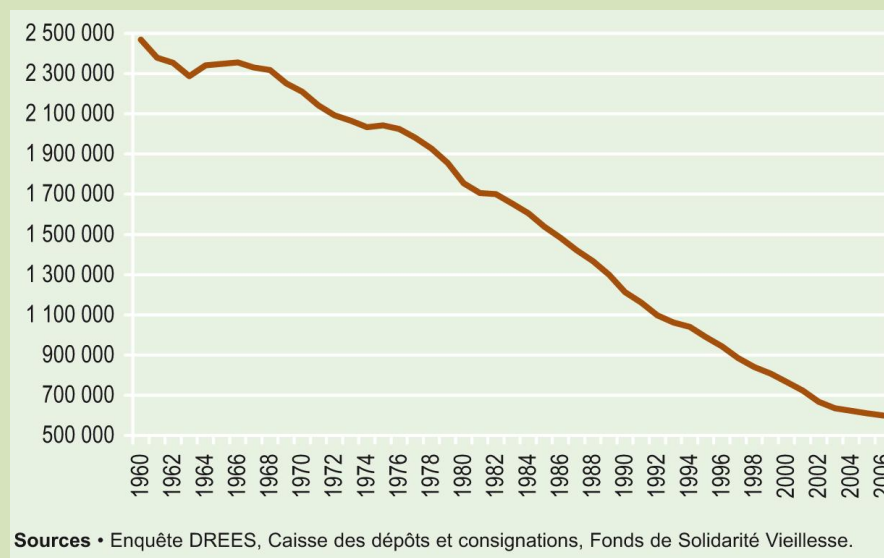
²² Un autre dispositif social en faveur des personnes âgées, le Minimum Contributif, (majoré ou non), existe depuis 1983. Ce dispositif vise à garantir une pension de retraite d'un niveau minimum (supérieur au minimum vieillesse) aux salariés qui ont une retraite à taux plein mais calculée sur une moyenne de salaire très basse. C'est donc un outil de redistribution en faveur des salariés à bas revenus.

²³ La répartition du nombre des allocataires du « minimum vieillesse » par régime de retraite est détaillée en annexe n°4.

D'un âge moyen relativement élevé (76,4 ans), la population des allocataires du « minimum vieillesse » se caractérise principalement par la forte présence de femmes et de personnes seules. Si une minorité n'a jamais occupé d'emploi rémunéré, 80 % ont, en revanche, acquis des droits propres au cours de leur vie active, mais le plus souvent pour des carrières incomplètes. Seul un allocataire sur cinq ayant acquis un droit propre a en effet eu une carrière complète. Il s'agit pour moitié d'anciens exploitants agricoles. Enfin, 60 % des retraités allocataires du « minimum vieillesse » perçoivent une pension au titre de l'inaptitude ou d'ex-invalidé.

Jusqu'en 2004, il existait plusieurs allocations versées au titre du « minimum vieillesse » (*cf. encadré : Le « minimum vieillesse », p.38*). Une ordonnance de 2004 a simplifié le dispositif en instituant une prestation unique et différentielle, l'Allocation de Solidarité aux Personnes Agées (ASPA), sur le modèle du Revenu Minimum d'Insertion (RMI). Le montant de cette prestation est ainsi égal à la différence entre le montant des ressources propres de la personne et le montant du minimum de ressources garanti aux personnes âgées. Certains allocataires bénéficient de l'Allocation Supplémentaire d'Invalidité (ASI), l'équivalent de l'ASPA pour les personnes invalides qui n'ont pas l'âge requis pour obtenir l'ASPA. Le montant des allocations versées au titre de l'ASI est toutefois inférieur à celui de l'ASPA, en raison du versement d'autres prestations concernant l'invalidité. Entrée en vigueur en janvier 2007, l'ASPA se substitue dorénavant aux anciennes allocations pour les nouveaux bénéficiaires du « minimum vieillesse » mais ne les remplace pas pour les allocataires antérieurs.

Graphique n°1 : l'évolution des effectifs des allocataires du « minimum vieillesse » depuis 1960 (tous régimes confondus)



« Le nombre de titulaires du « minimum vieillesse » a baissé de 1,7% en moyenne par an de 1960 jusqu'au début des années 80. Cette baisse s'est ensuite accélérée jusqu'en 2003, avec un recul annuel moyen de 4,7%. La montée en charge des effets de l'amélioration des droits à la retraite ainsi que le décès des allocataires les plus âgés, nombreux parmi les titulaires, expliquent cette accélération. Ces derniers appartenaient en effet aux générations nombreuses d'avant la 1^{ère} guerre mondiale, générations moins bien couvertes par l'assurance vieillesse. En outre, alors que la revalorisation du « minimum vieillesse » a été, en moyenne, supérieure à celle des pensions de retraite jusqu'au milieu des années 80, freinant ainsi la diminution du nombre d'allocataires, le rapprochement des taux de revalorisation du « minimum vieillesse » et des pensions de retraite depuis 1984 a supprimé cet effet. Depuis 2004, la diminution du nombre d'allocataires se ralentit; -1,8% entre 2005 et 2006, soit un rythme proche de ceux observés au cours des deux années précédentes. En 2006, le nombre d'allocations versées par le régime général diminue légèrement de 0,6%, alors que les régimes indépendants continuent de voir leurs effectifs se réduire sensiblement en raison de l'âge plus élevé de leurs bénéficiaires. Dans les années à venir, l'arrivée progressive aux grands âges des générations creuses nées pendant la 2^{ème} guerre mondiale va modérer le flux des sorties du dispositif. Toutefois, l'entrée massive en retraite, dès 2006, des générations nombreuses du baby-boom conduit à envisager, à conditions d'attribution inchangées, un rythme de diminution des effectifs allocataires du « minimum vieillesse » de plus en plus faible, voire une stabilisation. »

Source : DREES, Caisse des dépôts et consignations, avril 2008, Etudes et résultats n°631, Les allocataires du minimum vieillesse

Ceux-ci continuent de percevoir ces prestations selon les règles applicables avant leur abrogation. La base de données transmise par la CRAM comptabilise les deux systèmes.

L'accès au « minimum vieillesse » est soumis à des conditions :

- **d'âge** : au moins 65 ans (ou 60 ans si la personne est invalide ou inapte au travail²⁴) ;
- **de résidence régulière en France**²⁵ ;
- **de ressources.**

S'agissant des ressources, l'ASPA est attribuée si les ressources²⁶ du demandeur ou du ménage ne dépassent pas un plafond fixé par décret. Ce plafond de ressources varie selon la situation familiale. Si le total de

²⁴ Certaines personnes sont réputées inaptes au travail de plein droit pour l'ASPA. Elles ne sont pas soumises au contrôle médical. Il s'agit des titulaires de l'Allocation Supplémentaire d'Invalidité (ASI) - d'une pension de vieillesse au titre de l'inaptitude au travail substituée à une pension d'invalidité - d'une retraite anticipée travailleur handicapé ou de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH) - de la carte de déporté, d'interné politique ou de la résistance - d'une pension au titre d'ancien combattant - d'une pension au titre de mère de famille ouvrière - de l'aide sociale aux infirmes, aveugles et grands infirmes - de la carte d'invalidité à 80%.

²⁵ Cette condition de résidence est satisfaite si le demandeur a son foyer ou le lieu de son séjour principal en France. Les personnes qui séjournent en France pendant plus de six mois au cours de l'année civile de versement des prestations sont réputées avoir le lieu de leur séjour principal en France.

²⁶ Les ressources sont évaluées sur une période de référence de trois mois qui précède la date d'effet de l'ASPA. Si les ressources des trois mois dépassent le quart du chiffre plafond de ressources annuel, les ressources prises en considération sont celles des douze mois précédant la date d'effet.

l'allocation et des ressources du foyer dépasse ce plafond, l'ASPA est réduite du montant du dépassement. A l'exception des ressources expressément exclues (*cf. annexe n°5 : les ressources à exclure pour le calcul de l'ASPA et de l'ASI, p.70*), toutes les ressources dont dispose le foyer sont retenues, quelle qu'en soit la nature :

- avantages viagers,
- revenus professionnels,
- biens mobiliers et immobiliers,
- biens dont l'intéressé a fait donation au cours des dix années précédant la demande,
- avantages en nature.

Les ressources du ménage (conjoint, concubins, pacsés), retenues sous la forme d'un montant mensuel moyen, sont totalisées, sans distinction entre les biens communs ou les biens propres (*cf. encadré : deux exemples illustrant le calcul de l'ASPA au 1^{er} janvier 2008, p.42*).

Le montant de l'ASPA est fixé par décret et varie selon la composition du foyer :

- le montant « couple » est retenu pour les couples mariés, pacsés ou concubins quand les deux personnes bénéficient de l'allocation,
- le montant « personne seule » s'applique à tous les autres allocataires.

Le montant « couple » s'applique aussi si le conjoint du demandeur bénéficie de l'Allocation Supplémentaire d'Invalidité (ASI).

Deux exemples illustrant le calcul de l'ASPA au 1^{er} janvier 2008

Le cas d'une personne seule

Martine perçoit une retraite personnelle d'un montant mensuel de 222,94 € au 1^{er} janvier 2008. Elle n'a pas d'autres ressources et demande l'Aspa .

Elle peut recevoir 628,10 € / mois au titre de l'ASPA (allocation entière pour une personne seule au 1/01/08) ;

Si l'on y ajoute le montant de sa retraite 222,94 € / mois (soit 628,10 € + 222,94 € = 851,04 €), elle dépasse toutefois le plafond de ressources autorisé (643,29 € / mois au 01/01/08 pour une personne seule).

Le montant de son ASPA va donc être réduit du montant du dépassement : 851,04 € (soit total ASPA + retraite) – 643, 29 € (plafond personne seule) = 207,75 €.

Au final, Martine percevra un montant d'ASPA de : 628,10 € - 207,75 € = 420,35 € qui, chaque mois, s'ajouteront à sa retraite de 222,94 €, ce qui lui fait un total mensuel de 643,29 € (soit le montant du plafond de ressources du minimum vieillesse d'une personne seule).

Source : www.retraite.cnav.fr, 2008

Le cas d'un couple

Au 1^{er} janvier 2008, M. et Mme Martin perçoivent respectivement une retraite d'un montant mensuel brut de 110 € et 100 €. Ils ont 700 € de ressources et demandent tous les deux l'ASPA.

Ils pourraient percevoir 1126,77 € / mois au titre de l'ASPA (allocation entière pour un couple au 01/01/08). Ajoutés à leurs retraites (210 €) et à leurs ressources (700 €), ce montant dépasse toutefois de 910 € le plafond de ressources autorisées (1 126,77 € au 01/01/08).

Le montant de l'ASPA va donc être réduit de la manière suivante :

Calcul de l'ASPA pour M. Martin : $1\,126,77 / 2 - 910 / 2 = 108,38$ €

et pour Mme Martin : $1\,126,77 / 2 - 910 / 2 = 108,38$ €

M. Martin percevra donc : sa retraite (110 €) + l'ASPA (108,38 €) = 218,38 € / mois.

Mme Martin percevra : sa retraite (100 €) + l'ASPA (108,38 €) = 208,38 € / mois.

Source : www.retraite.cnav.fr, 2008

Le montant retenu pour le calcul est alors égal à la somme :

- de la moitié du montant « couple » d'ASPA et de la moitié du montant « couple » d'ASI, s'il s'agit d'un couple marié,
- de la moitié du montant « couple » d'ASPA et du montant maximum d'ASI « personne seule » s'il s'agit de partenaires pacsés ou concubins.

Enfin, il convient de préciser que l'ASPA est versée par l'organisme débiteur de cette allocation, c'est-à-dire que chaque système de retraite prend en charge ses propres allocataires du « minimum vieillesse ». Pour les personnes ne bénéficiant d'aucune pension de droit direct ou de droit dérivé (pension de réversion), l'allocation leur est versée par le Service de l'Allocation de Solidarité aux Personnes Agées (SASPA)²⁷. Ce service est géré par la Direction des retraites au sein de la Caisse des dépôts et consignations (service « solidarité »). **Dans le cas de cette étude, seuls les allocataires du « minimum vieillesse » du régime général sont donc pris en compte.**

2. La répartition des allocataires du « minimum vieillesse »

En préambule, il convient de rappeler que l'analyse des effectifs est soumise au secret statistique fixé à 10 allocataires par commune. La totalité des effectifs des allocataires du « minimum vieillesse » a néanmoins été prise en compte dans l'approche intercommunale.

²⁷ Au 31 décembre 2008, la population du SASPA s'élevait à environ 71 000 allocataires, pour l'essentiel de sexe féminin (68%), âgés de moins de 80 ans (73%) et majoritairement célibataires (52%). Un peu plus du tiers de ces allocataires n'était pas de nationalité française.

Au 31 décembre 2007, **près de 28 000 retraités du régime général** parmi les 620 000 de la région Nord-Pas-de-Calais **perçoivent le « minimum vieillesse »**, ce qui représente environ 4,5% des allocataires du régime général de la région. Ils sont 3,5% à percevoir le « minimum vieillesse » à la même date à l'échelle nationale (France métropolitaine).

A l'instar des allocataires du régime général, plus le territoire étudié est peuplé, plus le nombre d'allocataires du « minimum vieillesse » est susceptible d'être élevé. Ainsi, avec 5 700 allocataires, LMCU accueille plus du tiers des allocataires du « minimum vieillesse » de la zone d'étude tandis qu'à l'autre extrémité la CCNE ne représente que 1% de l'effectif global (*cf. tableau n°4 : les allocataires du « minimum vieillesse » au 31/12/2007 par EPCI, p.44, et carte n°7 : la répartition des bénéficiaires du « minimum vieillesse » par EPCI au 31/12/2007, p.45*). Ce constat vaut également pour les communes. L'intérêt de ces chiffres réside avant tout dans la quantification des populations concernées sur chacun des territoires.

Il est intéressant de constater un écart important entre la métropole lilloise et les EPCI du bassin minier en ce qui concerne le nombre d'allocataires du « minimum vieillesse ». Jusqu'à présent, nous avons pu observer que le nombre d'allocataires du régime général était approximativement équivalent sur les deux entités pour un poids démographique très proche. La situation est bien différente en ce qui concerne les allocataires du « minimum vieillesse ».

Les EPCI du bassin minier comptent de l'ordre de 9 400 allocataires alors que leur nombre se situe à 5 700 sur la métropole lilloise. Au 31 décembre 2007, 3,5% des allocataires de la CRAM étaient allocataires du « minimum vieillesse » sur LMCU tandis que ce ratio montait à 5,5% dans le bassin minier.

Tableau n°4 : Les allocataires du « minimum vieillesse » au 31/12/2007 par EPCI

	Les retraités du régime général	Les allocataires du Minimum Vieillesse	
		Nb.	%
CA du Douaisis	22 942	1 118	4,9%
CC Cœur d'Ostrevent	9 957	610	6,1%
CA de la Porte du Hainaut	24 007	1 060	4,4%
CA Valenciennes Métropole	29 677	1 470	5,0%
Lille Métropole Communauté Urbaine	165 098	5 714	3,5%
Département du Nord	400 680	16 131	4,0%
CA Artois Comm	30 093	1 888	6,3%
CC de Noeux et Environs	3 023	170	5,6%
CommunAupole de Lens-Liévin	33 762	2 079	6,2%
CA d'Hénin-Carvin	17 517	976	5,6%
CU d'Arras	14 690	707	4,8%
Département du Pas-de-Calais	220 950	11 800	5,3%
Région Nord – Pas-de-Calais	621 630	27 931	4,5%

Source : CRAM Nord-Picardie, 2008

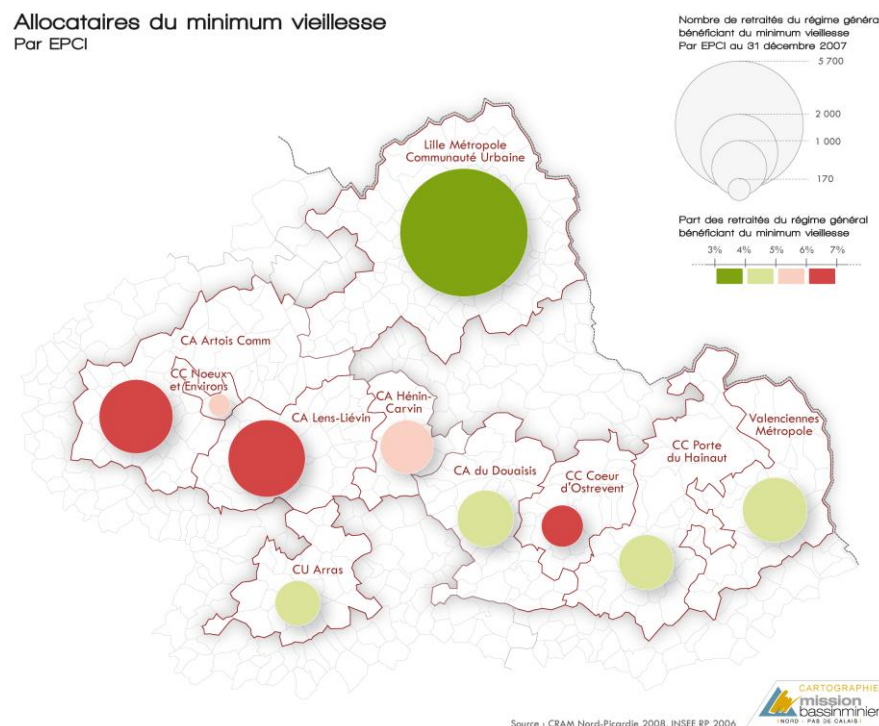
Si l'on poursuit l'analyse du poids des bénéficiaires du « minimum vieillesse » parmi les allocataires du régime général à l'échelle des EPCI en prenant pour référence le ratio national, le constat est assez simple à dresser. Hormis LMCU qui affiche un ratio équivalent au ratio national (France métropolitaine), l'ensemble des territoires de notre zone d'étude se situent au-dessus de celui-ci. **Globalement, la pauvreté chez les allocataires de la CRAM est donc proportionnellement plus importante dans notre zone d'étude, à l'exception de LMCU, qu'à l'échelle nationale.**

Pour autant, on observe une certaine gradation des situations selon les territoires ; ceux-ci peuvent d'ailleurs être regroupés en trois grandes familles :

- les territoires se situant autour de la moyenne régionale (4,5%) ; la CAPH (4,4%), la CUA (4,8%), la CAD (4,9%) et la CAVM (5%),
- les territoires se situant au-dessus de cette moyenne ; la CAHC (5,6%) et la CCNE (5,6%).
- enfin, les territoires se situant très nettement au-dessus de la moyenne régionale ; la CCCO (6,1%), la CALL (6,2%) et Artois Comm (6,3%).

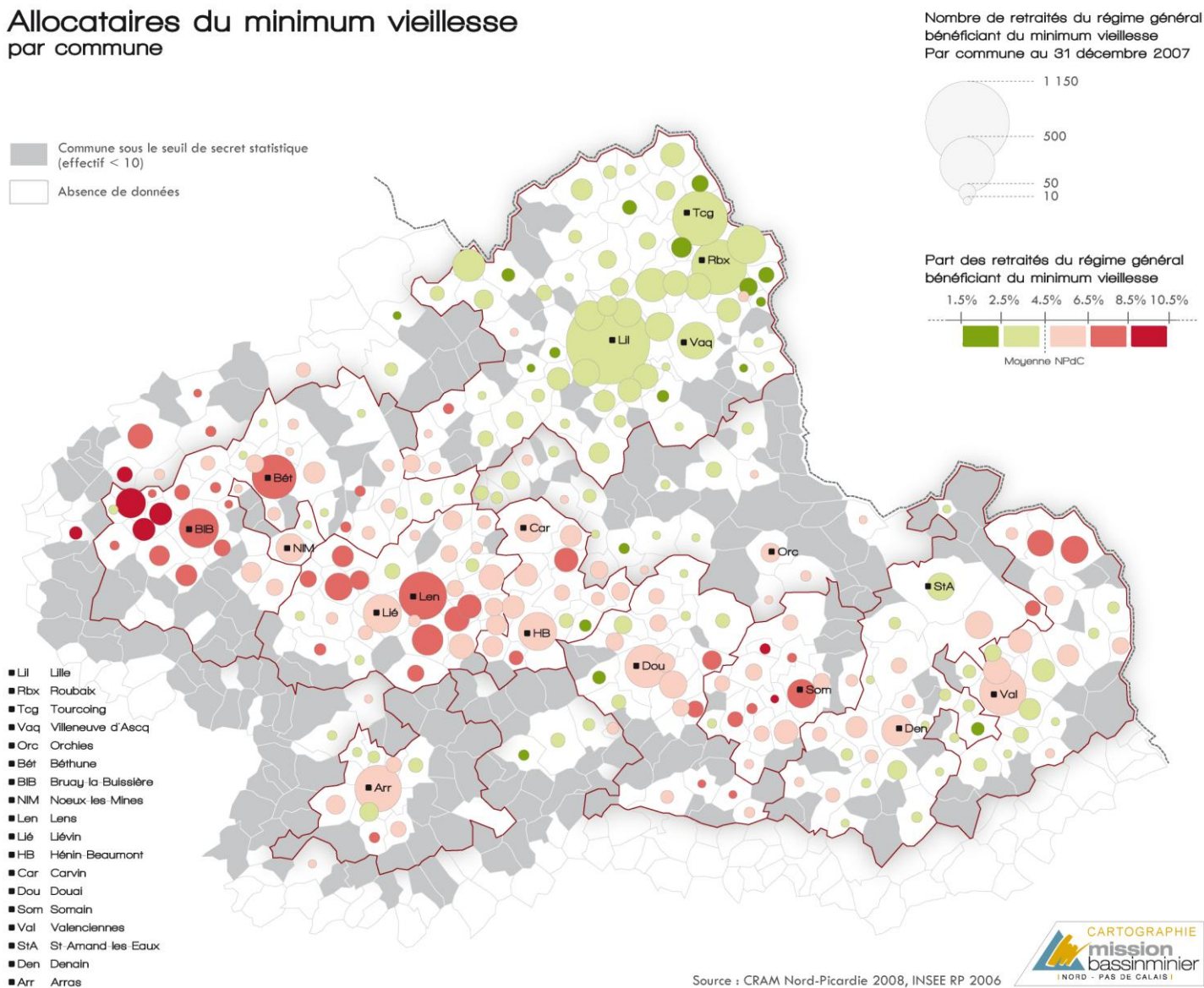
On constate que **les territoires qui affichent les taux les plus élevés de bénéficiaires du « minimum vieillesse » parmi les allocataires du régime général sont de nouveau les territoires où l'activité minière a impacté le plus fortement et durablement l'économie locale.** Il s'agit des EPCI du bassin minier du Pas-de-Calais, y compris Artois Comm, et, pour le Nord, de la CCCO. A plusieurs reprises, nous avons déjà pu relever l'extrême proximité sur le plan socio-économique entre la CCCO et les EPCI du

bassin minier du Pas-de-Calais. Cela se confirme une nouvelle fois au niveau du « minimum vieillesse ».



La situation est par contre un peu plus favorable sur la CAD, la CAPH et la CAVM. Ces territoires affichent toutefois des ratios supérieurs à la moyenne nationale de plus d'un point. S'il est difficile d'établir de prime abord un rapport de causalité entre l'impact de la mine sur un territoire et le poids du « minimum vieillesse » au sein des allocataires du régime général, force est de constater néanmoins que leur géographie présente de grandes similitudes.

Allocataires du minimum vieillesse par commune



Il suffit d'ailleurs de se reporter à la carte concernant le poids des allocataires du « minimum vieillesse » par commune pour voir apparaître immédiatement la géographie du bassin minier (cf. *carte n°8 : les allocataires du « minimum vieillesse » par commune au 31/12/2007, p.46*). Cela permet d'ailleurs d'expliquer les écarts entre territoires relevés précédemment ; le poids de la mine étant géographiquement plus limité dans le Valenciennois à la différence du Lensois par exemple.

Globalement, l'ensemble des communes minières affichent des ratios supérieurs à la moyenne régionale. Des secteurs de très fortes concentrations d'allocataires du « minimum vieillesse », avec des ratios jusqu'à deux fois supérieurs au niveau national, apparaissent au niveau :

- du pays de Condé dans le Valenciennois (Condé-sur-l'Escaut – Vieux Condé et Escautpont notamment),
- de Somain et des communes limitrophes sur la CCCO (Somain – Bruille-lez-Marchiennes – Vred – Ecaillon – Masny),
- de Lallaing et Guesnain sur la CAD,
- de Oignies et Drocourt sur la CAHC,
- de la région de Lens (Lens – Avion – Sallaumines – Noyelles-sous-Lens – Vimy) sur la CALL,
- de Bully-les-Mines – Grenay – Mazingarbe et Sains-en-Gohelle sur la CALL également,
- du Bruaysis et de Béthune sur Artois Comm.

D'un point de vue statistique, ce n'est évidemment pas l'activité minière qui est à l'origine de la forte représentation du « minimum vieillesse » parmi les allocataires du régime général sur les territoires du bassin minier puisqu'il s'agit de deux régimes distincts. D'autre part, compte tenu des avantages statutaires dont ils disposent, très peu d'allocataires du régime minier sont titulaires du « minimum vieillesse ». On en dénombre que 715 au total au niveau national en décembre 2006.

En réalité, cette situation trouve son origine dans les conséquences économiques, sociales et urbaines de cette mono-industrie qui a laissé derrière elle un héritage lourd à gérer, notamment sur le plan social. Les succès des politiques de reconversion, initiées dès les années 1950, n'ont pas suffi à compenser intégralement le nombre d'emplois disparus dans l'industrie minière, et ce en dépit de la création de milliers d'emplois au cours des dix dernières années²⁸. Au contraire, le taux de chômage reste, sur l'ensemble du territoire, supérieur à la moyenne nationale et ne parvient que ponctuellement à baisser sous le seuil des 13/14%. Les crises économiques successives, depuis la première née des conséquences des chocs pétroliers des années 1970 à la plus récente (et toujours d'actualité) de 2008/2009, ont fragilisé le tissu industriel du territoire. La tertiarisation de l'économie, qui progresse de manière significative sur ce territoire, s'accompagne certes de création d'emplois mais une partie d'entre eux s'avèrent précaires et faiblement rémunérés.

²⁸ Avec Berck-Montreuil, les zones d'emploi de Lens-Hénin et de Valenciennes ont enregistré sur la période 1999-2006 les taux les plus élevés de création d'emplois de la région Nord – Pas-de-Calais avec une progression respective de 16,5% (soit près de 15 000 postes créés) et de 20,3% (près de 20 000 postes créés). Source : INSEE Nord – Pas-de-Calais, janvier 2008, *Pages de Profils n°31 : Emploi en 2006, les enseignements d'un bilan*.

Tableau n°5 : La répartition par âge des allocataires du « minimum vieillesse » au 31/12/2007 par EPCI

	Les allocataires du « minimum vieillesse »	Agés de moins de 60 ans		Agés de 60 à 64 ans		Agés de 65 à 69 ans		Agés de 70 à 74 ans		Agés de 75 à 79 ans		Agés de 80 à 84 ans		Agés de 85 ans et plus	
		Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%
CA du Douaisis	1 118	180	16,1%	71	6,4%	21	1,9%	44	3,9%	74	6,6%	162	14,5%	566	50,6%
CC Cœur d'Ostrevent	610	102	16,7%	36	5,9%	22	3,6%	38	6,2%	46	7,5%	108	17,7%	258	42,3%
CA de la Porte du Hainaut	1 060	249	23,5%	84	7,9%	19	1,8%	34	3,2%	82	7,7%	141	13,3%	451	42,5%
CA Valenciennes Métropole	1 470	277	18,8%	101	6,9%	32	2,2%	61	4,1%	93	6,3%	184	12,5%	722	49,1%
Lille Métropole Communauté Urbaine	5 714	917	16,0%	320	5,6%	126	2,2%	135	2,4%	223	3,9%	440	7,7%	3 553	62,2%
CA Artois Comm	1 880	331	17,6%	135	7,2%	45	2,4%	78	4,1%	153	8,1%	270	14,4%	868	46,2%
CC de Noeux et Environs	170	26	15,3%	7	4,1%	5	2,9%	7	4,1%	11	6,5%	25	14,7%	89	52,4%
CommunAupole de Lens-Liévin	2 079	398	19,1%	134	6,4%	43	2,1%	82	3,9%	156	7,5%	282	13,6%	984	47,3%
CA d'Hénin-Carvin	976	198	20,3%	67	6,9%	26	2,7%	25	2,6%	56	5,7%	140	14,3%	464	47,5%
CU d'Arras	707	104	14,7%	49	6,9%	20	2,8%	15	2,1%	40	5,7%	62	8,8%	417	59,0%

Source : CRAM Nord-Picardie, 2008

Au final, à côté des ménages exclus (durablement) de l'emploi, se développe une population de salariés pauvres. Il ne s'agit pas une nouvelle fois de jeter un regard misérabiliste sur le bassin minier mais de bien prendre la mesure des difficultés sociales d'une partie de sa population. De toute évidence, avec des taux d'allocataires des minima sociaux les plus élevés de la région, voire de France métropolitaine, parmi les populations âgées de moins de 65 ans, il aurait été surprenant de ne pas retrouver cette situation parmi les retraités du régime général.

En dehors du bassin minier, Arras est la principale ville de la zone d'étude à afficher une proportion d'allocataires du « minimum vieillesse » supérieure à la moyenne régionale. En dehors de celle-ci, seules quelques communes de l'agglomération arrageoise (Beaurains - Dainville et Saint-Nicolas) et des pôles secondaires (Orchies – La Bassée) présentent des caractéristiques similaires.

Quant aux autres communes de la zone d'étude, situées pour l'essentiel dans métropole lilloise, elles affichent des taux d'allocataires du « minimum vieillesse » nettement inférieurs à la moyenne régionale. Pour autant, les villes de Lille (1 140 allocataires), Roubaix (503) et Tourcoing (495) concentrent près de 40% des allocataires du « minimum vieillesse » de LMCU.

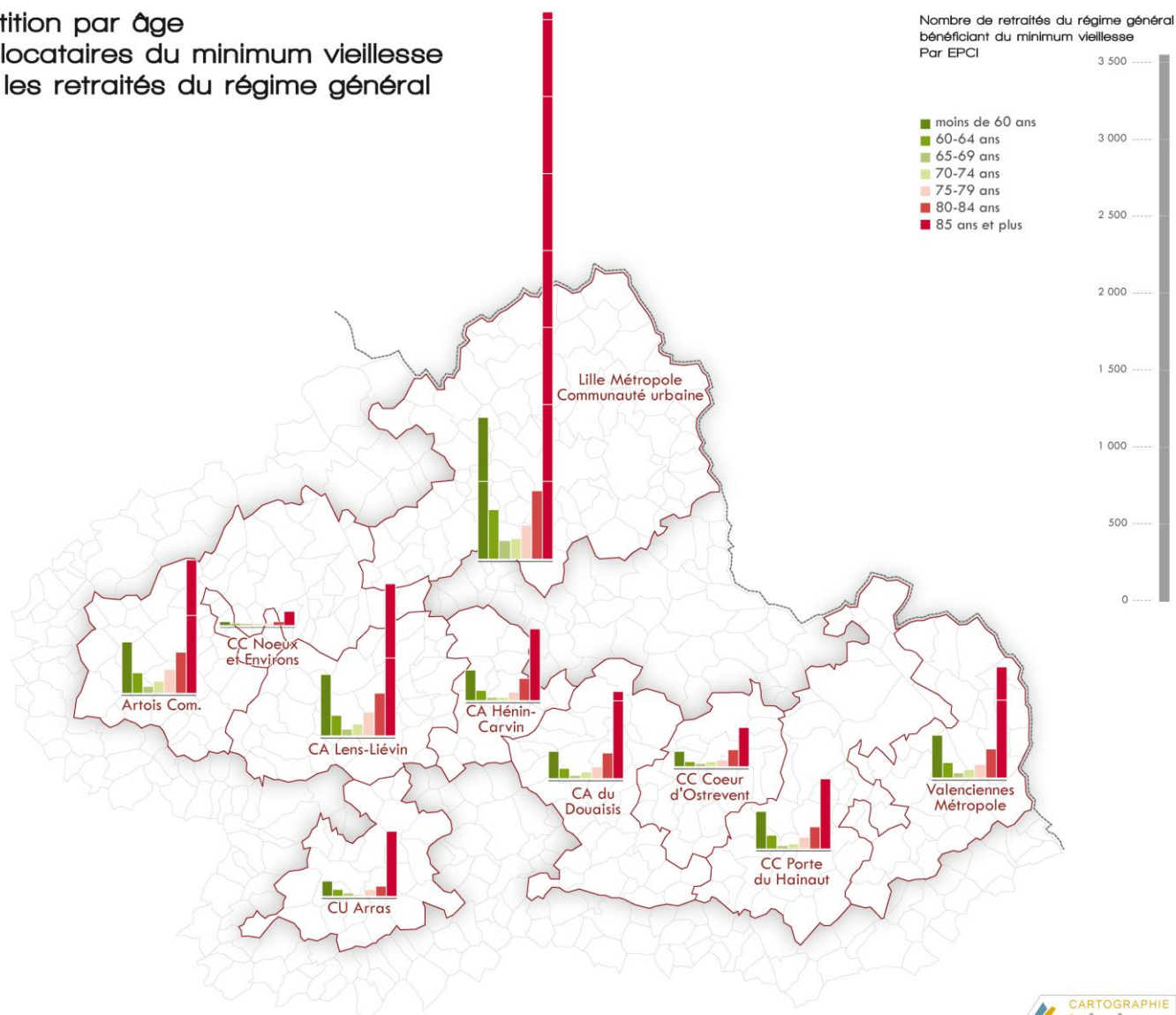
3. L'âge des allocataires du « minimum vieillesse »

Sans surprise, les allocataires du régime général les plus âgés constituent la majorité des bénéficiaires du « minimum vieillesse » sur l'ensemble des territoires (cf. tableau n° 5 : la répartition par âge des allocataires du « minimum vieillesse » au 31/12/2007 par EPCI, p.48, et cf. carte n°9 : répartition par âge des allocataires du « minimum vieillesse » parmi les

allocataires du régime général par EPCI au 31/12/2007, p.50). Ceci s'explique par les effets de l'amélioration continue des droits à la retraite décrits précédemment (Cf. page 40). A l'échelon régional, près de deux allocataires sur trois sont âgés de 80 ans et plus. Une analyse plus fine des classes d'âges à l'échelle des territoires de notre zone d'étude montre que le « minimum vieillesse » concerne principalement les allocataires de 85 ans et plus. Ainsi, plus de 60% des allocataires du « minimum vieillesse » de LMCU sont âgés de 85 ans et plus ; ratio à peu près équivalent sur la CUA (59%). Dans le bassin minier, les allocataires de cette classe d'âges sont certes majoritaires mais ils représentent entre 40% et 50% des allocataires du « minimum vieillesse ». A contrario, le poids des allocataires âgés de 80 à 84 ans est sensiblement plus élevé dans le bassin minier que sur LMCU ou la CUA (rapport de 1 à 2).

La deuxième classe d'âges la plus représentée sur les territoires est celle constituée par les moins de 60 ans. Au niveau régional, près de 17% des bénéficiaires du « minimum vieillesse » sont âgés de moins de 60 ans, ce qui représente un effectif de l'ordre de 4 700 personnes en 2006. Il s'agit pour l'essentiel des ayants droit d'allocataires de la CRAM qui perçoivent une pension de réversion suite au décès de leur conjoint. Certains territoires affichent des taux particulièrement élevés ; la CAPH (23,5%), la CAHC (20,3%), la CALL (19,1%) et la CAVM (18,8%). Ceci amène à s'interroger sur les raisons d'une telle situation, d'autant que celle-ci concerne essentiellement le bassin minier (et sidérurgique). Sans être exhaustif, il nous semble que les réponses sont à chercher dans au moins deux directions ; la santé d'une part et le profil socio-économique des populations d'autre part. Le bassin minier (et sidérurgique) souffre de graves retards dans le domaine de la santé ; retards que pointe régulièrement l'Observatoire Régional de la Santé. Un taux de mortalité prématurée parmi les allocataires de la CRAM issus de catégories sociales

Répartition par âge des allocataires du minimum vieillesse parmi les retraités du régime général



Source : CRAM Nord-Picardie 2008, INSEE RP 2006

les moins favorisées, dominantes sur ce territoire, pourrait expliquer que ce territoire affiche des taux d'allocataires du « minimum vieillesse » âgés de moins de 60 ans (nettement) supérieurs à la moyenne régionale. Ces premières réponses nécessitent bien évidemment des investigations plus poussées.

Concernant les classes d'âges intermédiaires, s'échelonnant de 60 à 79 ans, le poids des allocataires du « minimum vieillesse » est nettement plus faible. Des différences existent également entre territoires au sein de notre zone d'étude mais les écarts sont globalement moins prononcés.

L'analyse par classe d'âges du poids des allocataires du « minimum vieillesse » permet d'aborder la problématique de l'âge des allocataires du « minimum vieillesse » sous un angle différent et, ainsi, de compléter les analyses précédentes (cf. *tableau n°6 : le poids des bénéficiaires du « minimum vieillesse » par classe d'âges et par EPCI au 31/12/2007, p.52*).

La classe d'âges des 80 ans et plus affiche la part d'allocataires du « minimum vieillesse » la plus élevée. La moyenne régionale s'établit à près de 15% de la population de la CRAM pour les 80 ans et plus alors que la moyenne générale est de 4,5%. **A l'échelle régionale, près de 15 retraités du régime général sur 100 âgés de 80 ans et plus sont donc allocataires du « minimum vieillesse ».**

Au niveau des territoires, la situation est relativement contrastée. Les territoires miniers du Pas-de-Calais ainsi que la CCCO dans le Nord présentent des ratios nettement plus élevés que les autres territoires qui se situent soit dans la moyenne régionale (CAD - CUA et CAVM), soit en dessous de celle-ci (LMCU – CAPH). Ainsi, **près d'un retraité du régime général sur cinq âgés de 80 ans et plus est allocataire du « minimum vieillesse » dans le bassin minier du Pas-de-Calais et sur la CCCO** tandis

que ce ratio tombe à un sur dix au niveau de LMCU. Le Valenciennois, (notamment la CAPH), affiche également des ratios assez faibles. Il est très probable que cela soit dû à la forte implantation de l'industrie sidérurgique jusqu'au début des années 1980 qui devait offrir des salaires suffisamment élevés pour permettre aujourd'hui aux retraités, ou à leurs ayants droit, d'éviter d'avoir recours au « minimum vieillesse ».

Si on affine l'analyse en dissociant les classes d'âges des 80-84 ans et 85 ans et plus, on constate en toute logique que la part des allocataires du « minimum vieillesse » est nettement plus importante dans la classe d'âges supérieure. Par contre, les écarts entre EPCI se creusent de manière assez sensible. Les territoires miniers du Pas-de-Calais et la CCCO affichent de nouveau les ratios les plus élevés, se situant autour de 35%. Sur ces territoires, 1 retraité du régime général sur 3 âgés de 85 ans et plus est allocataire du « minimum vieillesse ». A l'opposé, LMCU et la CAPH affichent des ratios inférieurs à 25%. Quant aux autres territoires, à savoir la CAD, la CAVM et la CUA, leur ratio se situe autour de 30%.

Concernant les classes d'âges des moins de 60 ans et des 60-64 ans, il faut préciser que celles-ci ne sont pas complètes ; la totalité des salariés du régime général n'ayant pas nécessairement pris leur retraite avant 65 ans. Si ceci est évident pour la classe d'âges des moins de 60 ans (l'âge légal pour faire valoir ses droits à la retraite étant fixé à 60 ans sauf exceptions²⁹), c'est également le cas d'une partie des salariés âgés de 60 à 64 ans. Par ailleurs, il faut rappeler que le « minimum vieillesse » est attribué à partir de 65 ans (sauf conditions particulières). Au final, les

²⁹ Pour mémoire, le projet actuel de réforme des retraites envisage de repousser l'âge légal à 62, voire 63 ans.

Tableau n°6 : le poids des bénéficiaires du « minimum vieillesse » par classe d'âges et par EPCI au 31/12/07

	Agés de - 60 ans			Agés de 60 à 64 ans			Agés de 65 à 69 ans			Agés de 70 à 74 ans			Agés de 75 à 79 ans			Agés de 80 ans à 84 ans			Agés de 85 ans et +		
	Nb. alloc. "MV"	Nb. alloc. total CRAM	alloc. "MV" / alloc. CRAM	Nb. alloc. "MV"	Nb. alloc. total CRAM	alloc. "MV" / alloc. CRAM	Nb. alloc. "MV"	Nb. alloc. total CRAM	alloc. "MV" / alloc. CRAM	Nb. alloc. "MV"	Nb. alloc. total CRAM	alloc. "MV" / alloc. CRAM	Nb. alloc. "MV"	Nb. alloc. total CRAM	alloc. "MV" / alloc. CRAM	Nb. alloc. "MV"	Nb. alloc. total CRAM	alloc. "MV" / alloc. CRAM	Nb. alloc. "MV"	Nb. alloc. total CRAM	alloc. "MV" / alloc. CRAM
CA du Douaisis	180	1 053	17,1%	71	4 508	1,6%	21	3 936	0,5%	44	4 475	1,0%	74	4 282	1,7%	162	2 779	5,8%	566	1 909	29,6%
CC Cœur d'Ostrevent	102	483	21,1%	36	2 054	1,8%	22	1 762	1,2%	38	1 927	2,0%	46	1 715	2,7%	108	1 239	8,7%	258	777	33,2%
CA de la Porte du Hainaut	249	1 199	20,8%	84	4 555	1,8%	19	4 136	0,5%	34	4 885	0,7%	82	4 428	1,9%	141	2 905	4,9%	451	1 899	23,7%
CA Valenciennes Métropole	277	1 321	21,0%	101	5 906	1,7%	32	5 146	0,6%	61	5 562	1,1%	93	5 415	1,7%	184	3 777	4,9%	722	2 550	28,3%
Lille Métropole Communauté Urbaine	917	7 357	12,5%	320	32 834	1,0%	126	29 467	0,4%	135	30 566	0,4%	223	28 491	0,8%	440	20 732	2,1%	3553	15 651	22,7%

CA Artois Comm	331	1 627	20,3%	135	6 463	2,1%	45	5 539	0,8%	78	5 804	1,3%	153	4 752	3,2%	270	3 383	8,0%	868	2 525	34,4%
CC de Noeux et Environs	26	133	19,5%	7	658	1,1%	5	583	0,9%	7	587	1,2%	11	475	2,3%	25	321	7,8%	89	266	33,5%
CommunAupole de Lens-Liévin	398	1 816	21,9%	134	6 974	1,9%	43	5 935	0,7%	82	6 518	1,3%	156	5 854	2,7%	282	3 979	7,1%	984	2 686	36,6%
CA d'Hénin-Carvin	198	1 037	19,1%	67	3 730	1,8%	26	3 193	0,8%	25	3 454	0,7%	56	2 914	1,9%	140	1 879	7,5%	464	1 310	35,4%
CU d'Arras	104	639	16,3%	49	2 986	1,6%	20	2 642	0,8%	15	2 687	0,6%	40	2 546	1,6%	62	1 834	3,4%	417	1 356	30,8%

Source : CRAM Nord-Picardie, 2008

ratios affichés par les territoires en ce qui concerne le poids des allocataires du « minimum vieillesse » âgés de moins de 64 ans ne sont pas « stabilisés ». Ils le seront à partir de 65 ans au moment où les effectifs des retraités du régime général et des allocataires du « minimum vieillesse » seront complets. Ceci explique notamment le poids élevé des bénéficiaires du « minimum vieillesse » parmi les allocataires de la CRAM âgés de moins de 60 ans. Dans une moindre mesure, c'est également le cas pour la classe d'âges des 60-64 ans. La réalité du poids du « minimum vieillesse » sur les territoires se mesure en fait à partir de 65 ans.

Pour ce qui est des classes d'âge intermédiaires, on constate que le poids des allocataires du « minimum vieillesse » est globalement (très) faible, et ce quelque soit le territoire étudié. Il est généralement inférieur à 2%. Ces résultats sont liés non seulement à l'amélioration des droits à la retraite mais également à l'allongement de la durée de vie³⁰. Néanmoins, une analyse plus fine des chiffres montre que les territoires du bassin minier (et sidérurgique) affichent des taux deux fois plus élevés (voire dans certains cas trois à quatre fois plus élevés) que LMCU.

³⁰ L'allongement de la durée de vie permet de repousser à un âge avancé le veuvage et, dans le cas des ménages aux retraites modestes, le versement d'une pension de réversion à l'ayant-droit.

Conclusion et perspectives

Le bassin minier Nord – Pas-de-Calais vivra, dans les prochaines années, une étape charnière de son histoire industrielle et sociale avec la disparition des derniers ayants droit des mines et donc du régime minier. Cette étape, communément assimilée à un deuxième choc économique, faisant suite à l'arrêt de l'exploitation minière en 1990, s'échelonnera sur une quinzaine d'années durant lesquelles le poids des transferts sociaux liés à cette activité au sein de l'économie locale diminuera progressivement. Il faut savoir qu'en 2008 les 80 000 bénéficiaires estimés du régime minier représentaient encore un apport financier pour ce territoire de l'ordre de 800 M€ annuels. Face au régime minier et à ses spécificités, quelles sont actuellement les caractéristiques de la population des retraités du régime général qui lui succédera ? Le risque d'un deuxième choc économique existe-t-il réellement pour ce territoire ? La question doit être posée sur un territoire confronté à une situation sociale difficile qui, en dépit des résultats positifs enregistrés en matière de reconversion économique, affiche les taux de minima sociaux parmi les plus élevés de la région et de France. Les caractéristiques actuelles des retraités du régime général et de la population active du bassin minier peuvent nous permettre de mesurer la réalité des enjeux.

Ainsi, dans la continuité des travaux d'observation engagés par la Mission Bassin Minier sur les allocataires des minima sociaux âgés de moins de 65 ans, nous avons souhaité poursuivre la réflexion en direction des retraités du régime général, et en particulier de ceux allocataires du « minimum vieillesse ».

Premier enseignement de cette étude, **les retraités du régime général sont nettement moins représentés dans les communes minières qu'à**

l'échelle régionale. Ce qui s'explique par la **présence encore importante des retraités ou ayants droit des mines dans le bassin minier**³¹. Parmi les retraités du régime général, les 80 ans et plus privilégient les villes centres et pôles secondaires qui ont développé une offre de logements et services adaptés au vieillissement ainsi que des équipements d'accueil spécialisés.

Deuxième enseignement, les effectifs des allocataires du minimum vieillesse sont en baisse quasi constante depuis sa création en 1960. C'est donc la classe d'âge des 80 ans et plus, voire des 85 ans et plus, qui est la plus touchée par le « minimum vieillesse » (à l'échelle nationale comme dans le bassin minier). Au contraire, les classes d'âge de 65 à 69 ans, 70-75 ans et 75-80 ans ont profité de l'amélioration continue des droits à la retraite, liée notamment à la progression du taux d'activité féminin.

Malgré cette tendance longue, **les villes du bassin minier affichent les taux les plus élevés d'allocataires du « minimum vieillesse », loin devant les taux régionaux ou nationaux.** Quand le ratio moyen s'établit en France métropolitaine à 3,5% de bénéficiaires du « minimum vieillesse » parmi les allocataires du régime général, ce taux atteint 5,5% dans le bassin minier avec des pointes à plus de 7% sur certains secteurs géographiques.

³¹ Sans pour autant exclure totalement l'impact des autres régimes spéciaux sur certains secteurs géographiques. On peut toutefois considérer qu'à l'exception du régime minier les allocataires des autres régimes spéciaux se répartissent de manière à peu près identique sur l'ensemble de notre zone d'étude, sauf cas particuliers qui ne représentent en général qu'un nombre limité d'allocataires.

Tableau n°7 : l'évolution du montant des retraités et pensions entre 2003 et 2008

Département	Communes	Année	Nombre de foyers concernés	Montant des retraites et pensions (en €)	Montant moyen par foyer	Evolution 2003/2008
Nord		2003	39 3701	5 787 780 719	14 700 €	+14,3%
		2008	43 0327	7 228 545 620	16 798 €	
dont	Condé-sur l'Escaut	2003	2 095	27 135 197	12 952 €	+11,1%
		2008	2 130	30 645 907	14 388 €	
	Pecquencourt	2003	1 197	15 724 891	13 137 €	+ 11,8%
		2008	1 171	17 199 567	14 687 €	
Pas de Calais		2003	246 089	3 383 069 634	13 747 €	+15,5%
		2008	268 113	4 255 898 036	15 874 €	
dont	Marles les Mines	2003	1 454	18 840 228	12 957 €	+ 6,8%
		2008	1 378	19 070 427	13 839 €	
	Sallaumines	2003	1 941	24 713 513	12 732 €	+ 6,2%
		2008	1 981	26 786 483	13 521 €	
Région		2003	639 790	9 170 850 353	14 334 €	+14,7%
		2008	698 440	11 484 443 656	16 443 €	
France		2003	10 531 513	167 164 637 879	15 873 €	+15,7%
		2008	11 820 340	217 168 807 608	18 372 €	

Source : Direction Générale des Impôts

Cette information n'est toutefois guère surprenante, le bassin minier enregistrant déjà les taux d'allocataires des minima sociaux parmi les plus élevés de France métropolitaine dans la population âgée de moins de 65 ans. La situation des retraités du régime général n'est en fait que le prolongement des difficultés socio-économiques vécues par la population en âge de travailler.

Si l'on s'intéresse au niveau des retraites (en incluant les retraites minières) dans la région et à leur évolution, force est de constater un net retard vis-à-vis de l'échelle nationale, qui a d'ailleurs tendance à se creuser (cf. *tableau n°7 : l'évolution du montant des retraites et pensions entre 2003 et 2008, p56*).

Entre 2003 et 2008, le montant moyen des retraites et pensions par foyer concerné a augmenté de près de 16% en France pour dépasser, en 2008, les 18 000 € annuels. Sur la même période, la progression a été inférieure d'un point au niveau de la région Nord – Pas-de-Calais avec un montant moyen s'établissant à 16 500 € annuels. On constate donc que non seulement l'évolution régionale est plus faible mais également que l'écart entre le montant annuel moyen des retraites et pensions au niveau national et celui de la région Nord – Pas-de-Calais s'accroît entre 2003 et 2008. Il était d'environ 1 500 € en 2003 et atteint en 2008 près de 2 000 €.

Au sein de ce contexte régional, quelle est la situation des communes minières ? En sélectionnant quatre communes qui figuraient parmi les plus représentatives du bassin minier³², on observe un écart encore plus marqué entre le montant annuel moyen des retraites et pensions au niveau national et celui de ces communes minières. Cet écart porte à la fois sur les taux de croissance enregistrés sur la période 2003-2008 et sur le montant de ces prestations. La ville de Sallaumines (CALL) affiche ainsi la plus faible augmentation des quatre communes étudiées (+6,2%) et le montant 2008 le plus faible (13 521 €). Le profil de Marles-les-Mines (Artois Comm) est très proche de celui de Sallaumines. La situation est un peu moins défavorable pour les communes de Pecquencourt (CCCO) et de Condé-sur-l'Escaut (CAVM) qui présentent des taux d'évolution supérieurs à 10% et un montant annuel de prestations dépassant les 14 000 €. Néanmoins, en 2008, le montant annuel moyen des retraites et pensions par foyer concerné dans ces quatre communes est inférieur de 25 à 35% au montant moyen national. A titre de comparaison, en 2008, le montant moyen de la retraite d'un ancien mineur atteignait 16 000 € annuels, ce qui *donc* situe les retraités du régime minier dans une moyenne plutôt supérieure ; a contrario des veuves dont la pension n'atteint que 7 500 € annuels.

³² L'un des critères de sélection prépondérant a été le poids du parc minier dans l'offre en logements des communes. Dans le cas de Pecquencourt, Marles-les-Mines et Sallaumines, le parc minier représente plus du tiers des résidences principales. En ce qui concerne Condé-sur-l'Escaut, il s'agit de la commune présentant la plus forte proportion d'anciens mineurs et d'ayants droit du Valenciennois.

En conclusion, il est très difficile de mener une analyse prospective de l'évolution du bassin minier à échéance des dix prochaines années en matière de retraite à partir des seuls éléments dont nous disposons. En réalité, de nombreux facteurs nous échappent, notamment sur le plan économique. Pour autant, il nous semble important d'en dresser les contours.

En dépit de la disparition progressive des mineurs et de leurs ayants droit, le montant annuel moyen des retraites et pensions progresse sur la période 2003-2008, y compris dans les communes du bassin minier. La perte des revenus de transferts sociaux générés par l'activité minière a donc été jusqu'à présent amplement compensée par l'amélioration continue des droits à la retraite dans les autres régimes, et en particulier le régime général. La question essentielle est de savoir si cette tendance va se poursuivre dans les années à venir. En effet, arrivent aujourd'hui à l'âge de la retraite les classes d'âge du « baby boom » qui ont été confrontées aux crises économiques successives des années 1970-1980. Celles-ci ont entraîné des périodes d'inactivité plus ou moins longue, chômage et déclassement professionnel parmi les salariés, notamment les moins bien formés. Ces carrières en dent de scie ne leur ont bien souvent pas permis de s'ouvrir des droits à une retraite à taux plein. Quel sera l'impact des difficultés économiques sur le montant des retraites ? Qu'en sera-t-il dans le bassin minier, territoire fortement exposé à ces difficultés compte tenu de la nature des activités et des emplois ? L'enjeu est de taille pour ce territoire dont une partie du développement repose sur la consommation des ménages, et en particulier des retraités.

Annexes

- **Annexe n°1 : La liste des régimes spéciaux** au 31 décembre 2008 (autres que les salariés de l'industrie, du commerce et des services qui relèvent du régime général de la sécurité sociale pour leur retraite de base et des régimes ARRCO et/ou AGIRC pour leur retraite complémentaire).

➤ Les salariés et non salariés du secteur agricole

Act. professionnelle	Régime(s) de retraite
Ouvriers et employés de l'agriculture	La couverture vieillesse obligatoire des ouvriers et employés agricoles est assurée par le régime de base des salariés de la Mutualité Sociale Agricole (MSA) et le régime de retraites complémentaire ARRCO
Cadres de l'agriculture	La couverture vieillesse obligatoire des cadres de l'agriculture est assurée par le régime de base des salariés de la Mutualité Sociale Agricole (MSA) et les régimes de retraite complémentaire ARRCO et AGIRC.
Non salariés agricoles	Les exploitants agricoles et chefs d'entreprise relèvent, pour leur retraite de base et leur retraite complémentaire, de la Mutualité Sociale Agricole (MSA).

Source : www.info-retraite.fr

➤ Les artisans, commerçants et industriels indépendants

Act. professionnelle	Régime(s) de retraite
Commerçants et industriels indépendants	Les commerçants et industriels relèvent, pour leur retraite de base et leur retraite complémentaire, du régime RSI.
Artisans indépendants	Les artisans relèvent, pour leur retraite de base et leur retraite complémentaire, du régime RSI.

Source : www.info-retraite.fr

➤ Les professionnels libéraux ;

Act. professionnelle	Vos régimes de retraite
Avocats	Ces professionnels relèvent de la Caisse Nationale des Barreaux Français (CNBF).
Notaires	Ces professionnels relèvent de la Caisse de Retraite des Notaires (CRN).
Avoués près des cours d'Appel, huissiers de justice, commissaires priseurs judiciaires, administrateurs judiciaires, greffiers près des Tribunaux de commerce	Ces professionnels relèvent de la Caisse d'Assurance Vieillesse des Officiers Ministériels, des officiers publics et des compagnies judiciaires (CAVOM)
Médecins	Ces professionnels relèvent de la Caisse Autonome de Retraite des Médecins de France (CARMF).
Chirurgiens-dentistes	Ces professionnels relèvent de la Caisse Autonome de Retraite des Chirurgiens Dentistes (CARCD).
Pharmaciens, Pharmaciens directeurs de laboratoires d'analyses sous convention non médecins	Ces professionnels relèvent de la Caisse d'Assurance Vieillesse des Pharmaciens (CAVP).
Sages-femmes	Ces professionnels relèvent de la Caisse Autonome de Retraite des Sages-femmes Françaises (CARSAF).
Infirmiers, Masseurs kinésithérapeutes	Ces professionnels relèvent de la Caisse Autonome de Retraite et de Prévoyance des Infirmiers, Masseurs-kinésithérapeutes, Pédicures Podologues, Orthophonistes et Orthoptistes (CARPIMKO).
Pédicures, podologues	
Orthophonistes, orthoptistes	
Vétérinaires	Ces professionnels relèvent de la Caisse Autonome de Retraite et de Prévoyance des Vétérinaires (CARPV)

Agents généraux d'assurance	Ces professionnels relèvent de la Caisse d'Allocation Vieillesse des Agents généraux d'assurance (CAVAMAC).
Experts-comptables, commissaires aux comptes	Ces professionnels relèvent de la Caisse d'Allocation Vieillesse des Experts-comptables et des Commissaires aux comptes (CAVEC).
Architectes, ingénieurs, techniciens, géomètres, psychologues, diététiciens, activités artistiques (hors créations originales), activités de conseil, hôtesses, attachés de presse etc...	Ces professionnels relèvent de la Caisse Interprofessionnelle de Prévoyance et d'Assurance Vieillesse (CIPAV).
Artistes auteurs d'oeuvres originales	Ces professionnels relèvent, pour leur retraite de base, du régime général de la Sécurité sociale (CNAV). La retraite complémentaire est gérée par l'Institution de Retraite Complémentaire de l'Enseignement et de la Création (IRCEC).

Source : www.info-retraite.fr

➤ Les élus locaux ;

Act. professionnelle	Régime(s) de retraite
Elus locaux	Les élus locaux relèvent de l'IRCANTEC .

Source : www.info-retraite.fr

➤ Les agents non-titulaires de l'Etat et des collectivités publiques ;

Act. professionnelle	Régime(s) de retraite
Agents non titulaires de l'Etat et des collectivités publiques	Les agents non titulaires de l'Etat et des collectivités publiques relèvent du régime général de la Sécurité sociale (CNAV) pour leur retraite de base, et de l'IRCANTEC pour leur retraite complémentaire.

Source : www.info-retraite.fr

➤ Les ouvriers de l'Etat ;

Act. professionnelle	Régime(s) de retraite
Ouvriers de l'Etat (+ de 15 ans)	Les personnels ouvriers de l'Etat et des établissements publics à caractère industriel et commercial relèvent du Fonds Spécial des Pensions des Ouvriers des Établissements Industriels de l'Etat (FSPOEIE).
Ouvriers de l'Etat (- de 15 ans)	Les ouvriers de l'Etat ayant exercé moins de 15 ans relèvent du régime général de la Sécurité sociale (CNAV) pour leur retraite de base, et de l'IRCANTEC pour leur retraite complémentaire.

Source : www.info-retraite.fr

➤ Les fonctionnaires ;

Act. professionnelle	Régime(s) de retraite
Fonctionnaires de l'Etat (+ de 15 ans)	Les agents titulaires de l'Etat (civils, militaires et magistrats) relèvent du Service des Pensions de l'Etat et du Régime Additionnel de la Fonction Publique (RAFP)
Fonctionnaires de l'Etat (- de 15 ans)	Les fonctionnaires ayant été radiés des cadres avec moins de 15 ans de service relèvent du régime général de la Sécurité sociale (CNAV) pour leur retraite de base, de l'IRCANTEC pour leur retraite complémentaire, et du Régime Additionnel de la Fonction Publique (RAFP)
Fonctionnaires territoriaux et hospitaliers (+ de 15 ans)	Les agents titulaires des collectivités locales et des établissements publics administratifs et hospitaliers relèvent de la Caisse Nationale de Retraites des Agents des collectivités locales (CNRACL) et du Régime Additionnel de la Fonction Publique (RAFP)
Fonctionnaires territoriaux et hospitaliers (- de 15 ans)	Les fonctionnaires ayant été radiés des cadres avec moins de 15 ans de service relèvent du régime général de la Sécurité sociale (CNAV) pour leur retraite de base, de l'IRCANTEC pour leur retraite complémentaire, et du Régime Additionnel de la Fonction Publique (RAFP).

Source : www.info-retraite.fr

➤ Les salariés relevant d'entreprises ou de professions à statut particulier ;

Act. professionnelle	Régime(s) de retraite
Personnels des Mines	Le personnel des mines relève de la Caisse des Dépôts Retraite des Mines
Clercs et employés de notaires	Les clercs et employés de notaires relèvent de la CRPCEN
Professionnels du commerce, de la pêche et de la plaisance	Ces professionnels relèvent de l'Établissement National des Invalides de la Marine (ENIM).
Personnels des entreprises des IEG	Les personnels des entreprises des IEG relèvent de la Caisse Nationale des Industries Électriques et Gazières (CNIEG)
Agents du cadre permanent de la RATP	Le personnel de la RATP relève de la Caisse de retraite du personnel permanent de la Régie autonome des transports parisiens (RATP).
Agents du cadre permanent de la SNCF	Le personnel de la SNCF relève de la Caisse de prévoyance et de retraite de la Société Nationale des Chemins de Fer Français (SNCF).
Personnels titulaires de la Banque de France	Le personnel titulaire de la Banque de France relève spécifiquement de la Caisse de réserve des employés de la Banque de France.
Personnels de la Comédie Française	Le personnel de la Comédie Française relève de la Caisse de retraite du personnel de la Comédie Française (CRPCF).
Personnels de l'Opéra national de Paris	Le personnel de l'Opéra de Paris relève de la Caisse de retraite des personnels de l'Opéra national de Paris.
Personnels du Port autonome de Strasbourg	Ces personnels relèvent du régime spécial du Port Autonome de Strasbourg

Source : www.info-retraite.fr

➤ Le personnel naviguant de l'aéronautique civile (CRPNPAC) ;

Act. professionnelle	Régime(s) de retraite
Personnels naviguant de l'aéronautique civile	Ces personnels relèvent du régime général de la Sécurité sociale (CNAV) pour leur retraite de base, et de la Caisse de retraite du personnel navigant professionnel de l'Aéronautique Civile (CRPNPAC) pour leur retraite complémentaire

Source : www.info-retraite.fr

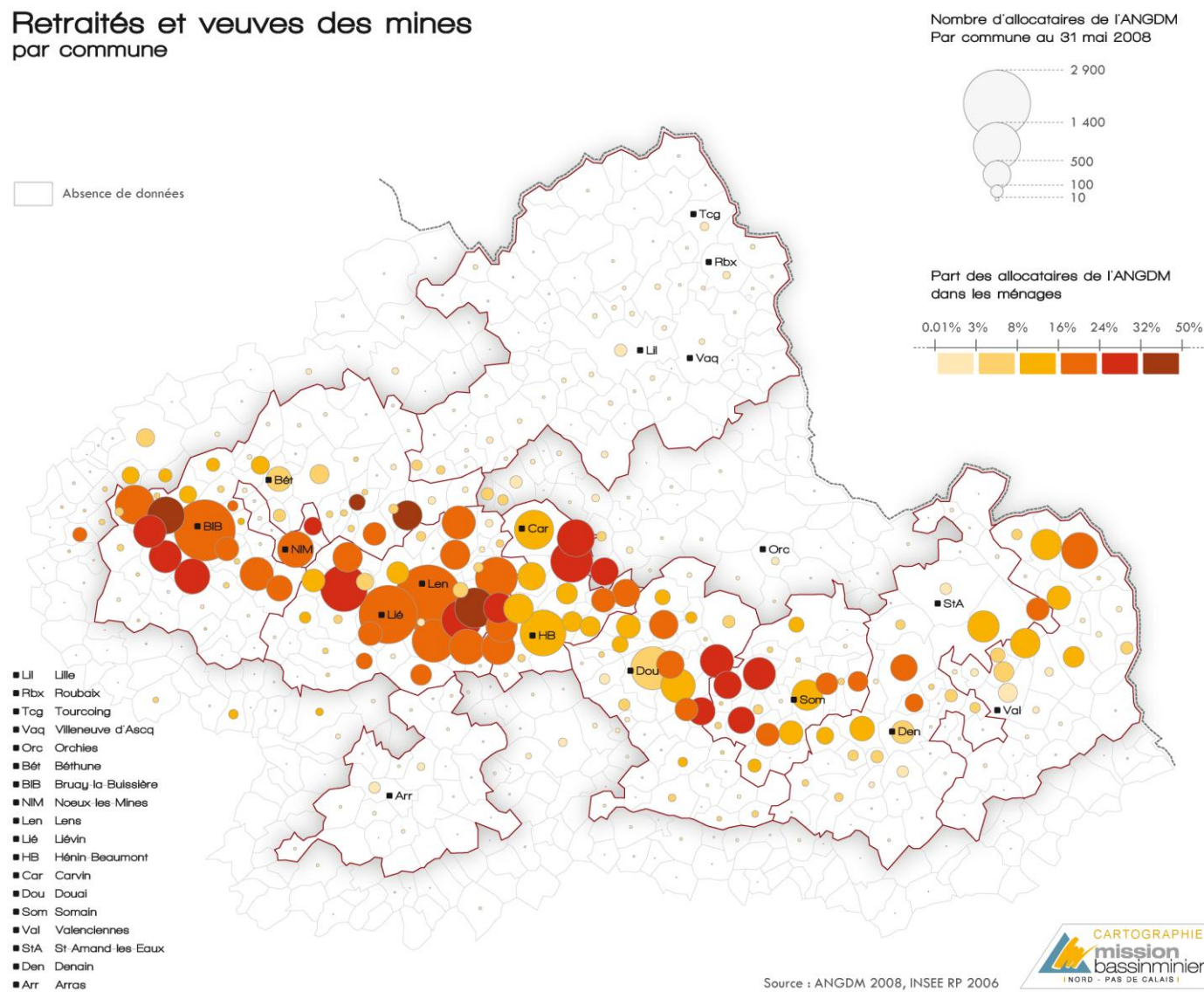
➤ Les personnes des cultes.

Act. professionnelle	Régime(s) de retraite
Activités cultuelles	Les ministres des cultes, religieux, religieuses et membres des congrégations et collectivités religieuses relèvent de la caisse d'Assurance Vieillesse Invalidité Maladie des Cultes (CAVIMAC)

Source : www.info-retraite.fr

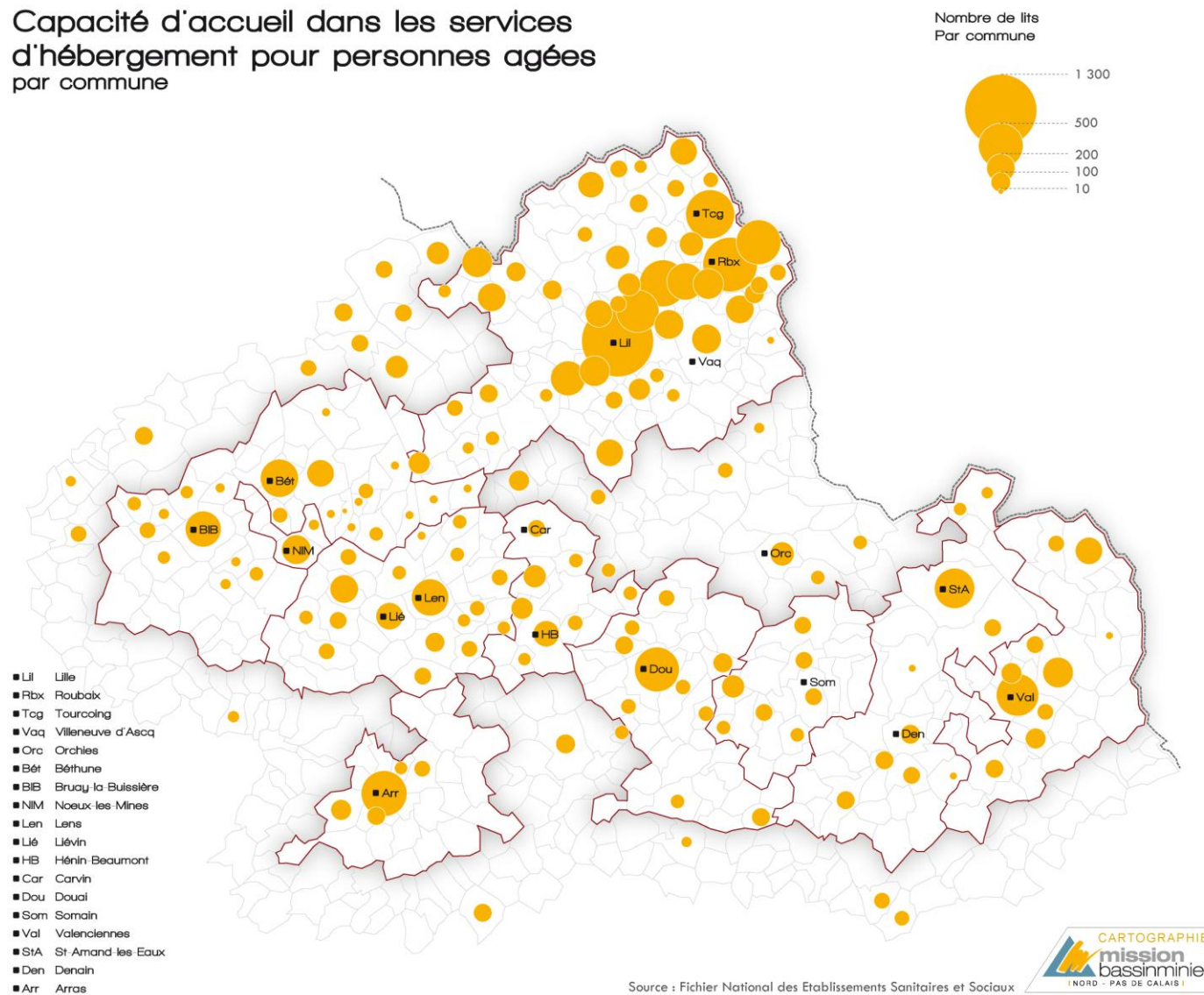
- Annexe n°2 : la répartition des allocataires de l'ANGDM en mai 2008 par commune

Retraités et veuves des mines par commune



- Annexe n°3 : la capacité d'accueil dans les services d'hébergement pour personnes âgées

Capacité d'accueil dans les services d'hébergement pour personnes âgées par commune



- **Annexe n°4 : la répartition des allocataires du « minimum vieillesse » par régime de retraite au 31 décembre 2006**

Caisses de retraite	effectifs	Part totale
Régime général (CNAVTS)	410 931	68,7%
Mutuelle Sociale Agricole - exploitants	64 482	10,8%
SASV	67 495	11,3%
Mutuelle Sociale Agricole - salariés	24 358	4,1%
RSI – commerçants (ex-Organic)	10 310	1,7%
Cavimac (cultes)	8 923	1,5%
RSI – artisans (ex-Cancava)	7 976	1,3%
Régimes spéciaux	3 856	0,6%
ENIM (marins)	1 187	0,2%
Fonctionnaires	806	0,1%
Mines	715	0,1%
SNCF	567	0,1%
Collectivités locales	350	0,1%
Professions libérales	210	0%
Ouvriers de l'Etat	144	0%
Autres (RATP, EDF-GDF, SEITA, CRPCEN, CCIP...)	87	0%
Total	598 541	100%

Source : DREES, Caisse des dépôts et consignations, avril 2008, Etudes et résultats n°631, Les allocataires du minimum vieillesse

- **Annexe n°5 : les ressources à exclure pour le calcul de l'ASPA et de l'ASI**

Aide personnalisée au logement
Aide des personnes tenues à l'obligation alimentaire
Allocation aux adultes handicapés sauf exception
Allocations d'aide sociale
Allocation de compensation accordée aux aveugles et aux grands infirmes travailleurs et les avantages en espèces dont l'intéressé bénéficie au titre de l'aide sociale
Allocation de logement
Allocation de reconnaissance aux anciens supplétifs et assimilés (ex rente viagère au profit des harkis)
Allocation de solidarité mentionnée à l'article L 815-1.
Allocation de vétérance des sapeurs pompiers volontaires
Allocation de la ville de Paris
Bâtiments de l'exploitation agricole
Indemnités de déplacement des agriculteurs membres des organismes de la mutualité sociale agricole
Indemnité de fonction perçue par les maires et adjoints
Indemnités en faveur des rapatriés prévues par la loi n° 70-632 du 15 juillet 1970 et les rentes viagères résultant de la conversion de ces indemnités
Indemnité au preneur sortant bénéficiaire d'une indemnité de départ
Indemnité des soins aux tuberculeux
Indemnité ou rente viagère versée aux orphelins dont les parents ont été victimes de persécutions raciales et sont morts en déportation
Locaux d'habitation occupés à titre de résidence principale par l'intéressé et les membres de sa famille vivant à son foyer. Si une partie des locaux est occupée par des tiers, seule la partie habitée par l'intéressé et les membres de sa famille est négligée.

Majorations accordées aux personnes dont l'état de santé nécessite l'aide constante d'une tierce personne ; ne sont considérées comme telles que les majorations allouées à ce titre en vertu de l'article L. 18 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre ou en vertu des législations des accidents du travail, des assurances sociales et de l'aide sociale
Majoration spéciale prévue à l'article L. 52-2 du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre
Meubles meublants
Montant des cessions consenties à titre onéreux en vue de l'obtention de l'indemnité annuelle de départ ou de l'indemnité viagère de départ ayant le caractère d'un complément de retraite
Partie mobile de l'indemnité viagère de départ et sa réversion
Pensions attachées aux distinctions honorifiques
Pensions d'orphelin et toutes les prestations accordées pour subvenir à l'entretien et à l'éducation des enfants par l'aide sociale, le Code des pensions militaires d'invalidité, et par d'autres législations
Prestations algériennes dues aux ressortissants français, mais non payées en raison de la législation algérienne (prestations non exportables)
Prestations familiales
Rentes de chevrons de front belge
Rentes versées par l'Allemagne en réparation des dommages causés par le régime hitlérien
Retraite du combattant
Revenu minimum d'insertion (RMI)
Secours d'assistance versés aux ressortissants suisses par les autorités suisses d'assistance
Secours bénévoles ou précaires ou de bienfaisance versés par une collectivité ou une personne non tenue à l'obligation alimentaire
Secours et prestations versés aux rapatriés
Versement exceptionnel de 5 euros par mois au titre de l'année 2005 accordé par les Pays-Bas aux personnes âgées de plus de 65 ans titulaires d'une pension AOW

Source : www.legislation.cnav.fr